

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ**ABONNEMENTS**

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix de numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée ; moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****1944**

7 janvier	— Ordonnance relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 149 Cab. du 22 mars 1944)	182
8 janvier	— Ordonnance portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944 (extrait)	184
27 janvier	— Ordonnance complétant et modifiant l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés. (Arrêté de promulgation n° 150 Cab. du 22 mars 1944)	185
29 janvier	— Décret déterminant les conditions de nomination des élèves-administrateurs des colonies et des élèves-administrateurs des services civils de l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 150 Cab. du 22 mars 1944)	187
29 janvier	— Décret modifiant l'article 109 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 152 Cab. du 22 mars 1944)	188
29 janvier	— Ordonnance relative à la réassurance des risques maritimes et de transports. (Arrêté de promulgation n° 153 Cab. du 22 mars 1944)	189
29 janvier	— Ordonnance concernant les oppositions aux paiements d'indemnités dues en vertu des contrats d'assurances. (Arrêté de promulgation n° 153 Cab. du 22 mars 1944)	190

29 janvier	— Décret portant réglementation provisoire de la discipline judiciaire dans les territoires relevant du Commissariat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 151 Cab. du 22 mars 1944)	192
31 janvier	— Décret suspendant provisoirement l'application en A. O. F. et au Togo du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 152 Cab. du 22 mars 1944)	189
31 janvier	— Décret relatif à la mise à la retraite d'office des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale. (Arrêté de promulgation n° 152 Cab. du 22 mars 1944)	189
31 janvier	— Décret instituant un établissement public sous le nom de « Comité du Commerce Extérieur de l'A.O.F. et du Togo ». (Arrêté de promulgation n° 154 Cab. du 22 mars 1944)	193
31 janvier	— Décret relatif aux mesures de relève des fonctionnaires coloniaux lors de la cessation des hostilités. (Arrêté de promulgation n° 155 Cab. du 22 mars 1944)	187
2 février	— Ordonnance relative aux traités de réassurances. (Arrêté de promulgation n° 153 Cab. du 22 mars 1944)	191
2 février	— Ordonnance transformant la caisse centrale de la France Libre en caisse centrale de la France d'Outre-Mer. (Arrêté de promulgation n° 157 Cab. du 22 mars 1944)	196
2 février	— Décret modifiant, pour la durée des hostilités, les conditions d'admission dans les cadres de la magistrature coloniale des avocats réfugiés. (Arrêté de promulgation n° 156 Cab. du 22 mars 1944)	193
5 février	— Ordonnance modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la commission d'épuration. (Arrêté de promulgation n° 153 Cab. du 22 mars 1944)	191
5 février	— Ordonnance portant rattachement au Commissariat à l'Education nationale du « Service de la Jeunesse et des Sports »	198

- 8 février — Ordonnance modifiant l'article 184 du code de justice militaire pour l'armée de mer. (*Arrêté de promulgation n° 153 Cab. du 22 mars 1944*) 192

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 29 février — N° 653 SE. — Arrêté général complétant celui du 31 octobre 1943, n° 3804 bis SE. fixant les conditions de répartition des marchandises soumises au contrôle du Comité du Commerce Extérieur. 199
- 4 mars — N° 683 S. J. — Arrêté général relatif à la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées. 199

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 13 novembre — N° 604 F. — Arrêté créant une agence spéciale dans la subdivision de Dapango (cercle de Mango). 200
- 13 novembre — N° 605 F. — Arrêté accordant une indemnité de responsabilité à l'agent spécial de Dapango (cercle de Mango). 200

1944

- 10 mars — N° 132 BM. — Arrêté fixant la répartition des effectifs des gardes-cercles du Togo. 201
- 16 mars — N° 136 E. — Arrêté portant ouverture d'une école régionale à Bassari. 201
- 17 mars — N° 139 APA. — Arrêté fixant la composition du conseil de protection des mineurs séparés de leurs parents ou tuteurs par suite des événements de guerre. 201
- 20 mars — N° 144 P. — Arrêté fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel prévu par l'article 9 de l'arrêté du 24 mars 1934 pour le passage des commis d'administration principaux de 4^e classe au grade de commis d'administration principaux de 3^e cl. 201
- 20 mars — N° 145 P. — Arrêté fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel imposé aux moniteurs agricoles du cadre local subalterne pour l'accession au cadre local supérieur des agents d'agriculture. 202
- 20 mars — N° 125 P. — Décision fixant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi d'agents d'agriculture de 5^e classe du cadre local indigène du Togo. 205
- 21 mars — N° 146 AE/1 — Arrêté portant fermeture de la campagne de saignée du caoutchouc dans la subdivision d'Atakpamé. 205
- 22 mars — N° 147 AE. — Arrêté relatif aux prix de vente du bétail vif. 205
- 22 mars — N° 126 F. — Décision fixant pour l'année 1944 les taux des allocations attribuées aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation. 205
- Additif à la décision n° 604 TP. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition. 206

- Personnel 206
- Divers 208

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

- Liste des candidats élus au mandat de membre du conseil d'administration de l'Association régionale des anciens combattants et victimes de la guerre de P. A. O. F. et du Togo 208

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Avis de concours (*Inspecteur-auxiliaire de la police du Togo*) 209
- Avis aux exportateurs 209
- Nécrologie 209

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Distinctions honorifiques

N° 149 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative aux décorations décernées à l'occasion de la guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Comité de la Défense nationale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

Le Comité de Défense nationale entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — *Légion d'Honneur :*

Les nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'Honneur ne peuvent jusqu'à nouvel ordre, être prononcées en faveur des personnes de nationalité française, des ressortissants français, ainsi que des étrangers servant dans l'Armée française, que pour faits de guerre et à titre exceptionnel. Elles sont prononcées par décret.

Un contingent limité de Croix de la Légion d'Honneur peut être attribué par décret, avant chaque période d'opérations actives, au général commandant en chef, sur la demande de celui-ci, et après avis du Comité de Défense Nationale. Les nominations et promotions, ainsi prononcées par le Général Commandant en Chef doivent être soumises à ratification par décret dans un délai maximum de 3 mois.

L'attribution de la Légion d'Honneur à des étrangers ne servant pas dans l'Armée française est prononcée sur propositions des Commissaires intéressés par décret, sur le rapport du Commissaire aux Affaires étrangères.

La Croix de la Légion d'Honneur pourra également être attribuée aux sujets et protégés français. L'attribution sera prononcée par décret du Comité français de la Libération nationale sur proposition du commissaire dont relève l'autorité administrative qui a présenté la candidature.

L'ensemble des décrets prononçant des promotions ou nominations dans l'ordre de la Légion d'Honneur fera l'objet, à la fin des hostilités, d'une ratification par loi spéciale.

Un ou plusieurs grades dans la Légion d'Honneur pourront être accordés avec effet rétroactif aux militaires des Forces Françaises Libres ayant obtenu la Croix de la Libération ou une ou plusieurs citations à l'ordre des Forces Françaises Libres, ainsi qu'aux civils et militaires ayant accompli des actions d'éclat à main armée contre l'ennemi sur le sol de France depuis le 25 juin 1940.

ART. 2. — Médaille Militaire :

Toutes les dispositions édictées à l'article 1^{er} sont valables pour l'attribution de la Médaille Militaire.

Toutefois :

a) cette décoration sera conférée non seulement pour faits de guerre, mais également au titre de l'ancienneté des services.

b) conformément aux dispositions du décret organique du 29 février 1852 (articles 5 et 6) la Médaille Militaire ne peut être conférée ni à des étrangers, ni à des civils (à l'exception d'employés ou agents militaires).

ART. 3. — Croix de Guerre :

a) Le Général Commandant en Chef et les Commissaires chargés des départements militaires ont qualité pour attribuer la Croix de Guerre ou pour en déléguer l'attribution. Toutefois, ils doivent rendre compte dans les 3 mois au Comité de la Défense Nationale des citations à l'ordre de l'Armée qu'ils ont attribuées.

b) des citations à l'ordre de la Nation comportant attribution d'une palme en vermeil peuvent être attribuées dans des cas particulièrement méritoires, par décision du Comité de la Libération sur proposition soit du Général Commandant en Chef soit des Commissaires chargés des départements militaires.

c) la Croix de Guerre 1939 à ruban rouge et vert est la seule valable pour la présente guerre. Le port de tous les autres insignes accordés comme Croix de Guerre depuis le 3 septembre 1939 est suspendu.

Ont seuls droit au port de la Croix de Guerre 1939 avec attributs correspondants aux citations dont ils ont fait l'objet, les militaires :

1^o — dont les citations obtenues au cours des campagnes de France et de Norvège ont été homologuées;

2^o — ayant obtenu des citations dans les Forces Françaises Libres;

3^o — ayant obtenu des citations au cours de la campagne de Tunisie, contre les troupes de l'Axe;

4^o — ayant obtenu des citations dans les Unités relevant du Comité français de la Libération nationale depuis sa création.

Les citations attribuées dans d'autres circonstances feront l'objet d'une révision dans les conditions prévues à l'article 4 suivant.

ART. 4. — Révisions concernant la Légion d'Honneur, la Médaille Militaire et la Croix de Guerre :

Les nominations ou promotions prononcées depuis le 16 juin 1940 par l'autorité de fait dite Gouverne-

ment de l'Etat Français au titre de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire seront soumises à révision dès que les circonstances le permettront. Il en sera de même pour toutes les citations attribuées pendant la même période et par quelque autorité que ce soit, dans des circonstances autres que celles énumérées à l'article 3, paragraphe c, et notamment les citations qui ont porté attribution de la Légion d'Honneur ou de la Médaille Militaire.

Une commission sera créée en temps opportun pour procéder à ces révisions.

ART. 5. — Médaille Coloniale :

a) la Médaille Coloniale est attribuée par décret;

b) les militaires ayant participé aux campagnes d'Ethiopie, d'Erythrée, de Libye, de Tripolitaine et de Tunisie recevront cette médaille avec les agrafes « Ethiopie », « Erythrée », « Koufra », « Libye », « Bir-Hakeim », « Fezzan », « Tripolitaine », « Tunisie 1942-1943 », sous réserve d'en faire la demande suivant les prescriptions actuellement en vigueur.

Toutes les autres agrafes créées depuis le début des hostilités à l'occasion d'autres campagnes, sont supprimées.

c) sous la réserve exprimée au paragraphe a), valable à dater de la promulgation de la présente ordonnance, il n'est pas apporté de modifications aux règles en vigueur relatives à l'attribution de la Médaille Militaire au titre de l'ancienneté des services effectués à la colonie.

ART. 6. — Médaille des Evadés :

La Médaille des Evadés est attribuée, conformément aux dispositions d'ensemble de la loi du 20 août 1926.

Toutefois, les amendements suivants sont apportés à cette loi :

a) la Médaille des Evadés ne peut être accordée que si l'intéressé est en mesure de prouver :

d'une part son évasion effective,

soit d'un camp ou établissement gardé militairement par l'ennemi;

soit d'un territoire ennemi, soit d'un territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi, avec franchissement clandestin et périlleux d'un front de guerre terrestre ou maritime, ou d'une ligne douanière étant entendu que les « lignes de démarcation » tracées en France ne doivent pas être considérées à ce sujet comme des lignes douanières;

d'autre part, sa participation, par la suite, à la lutte contre les puissances de l'Axe;

soit que l'intéressé se soit mis immédiatement après son évasion à la disposition des autorités militaires françaises en lutte contre les Puissances de l'Axe, et qu'il ait été incorporé dans les armées françaises de la Libération;

soit que celui-ci ait milité en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi sur le plan de la résistance.

b) suivant les conditions dans lesquelles s'est produite l'évasion, l'attribution de la Médaille des Evadés sera accompagnée soit d'une citation comportant l'attribution de la Croix de Guerre soit d'une lettre de félicitations;

c) les personnes évadées de France qui se sont immédiatement mises à la disposition des autorités militaires françaises en lutte contre les Puissances de l'Axe, mais ont été reconnues physiquement inaptes, ainsi que les personnes non mobilisables qui se sont

immédiatement mises à la disposition des autorités militaires ou civiles, pourront recevoir également la Médaille des Evadés, si leur évasion répond aux conditions fixées au paragraphe a);

d) les personnes ayant quitté la France depuis le 25 juin 1940 qui ne rempliraient pas les conditions précitées concernant l'attribution de la Médaille des Evadés, mais dont l'attitude aurait été spécialement méritoire du point de vue national, pourront recevoir, s'il y a lieu, la Médaille de la Résistance.

e) la Médaille des Evadés est attribuée par décret après avis d'une commission, dont la composition sera fixée par décret.

Cette commission, procédera, dès sa création, à la révision des titres à la Médaille des Evadés, des personnes à qui elle a été décernée depuis le 3 septembre 1939 dans des conditions contraires aux présentes dispositions.

Hors le cas d'évasion d'un établissement gardé militairement par l'ennemi, la commission émettra un avis explicite sur les périls effectivement courus par l'intéressé jusqu'au moment où il s'est mis à la disposition des autorités ou organismes français en lutte contre les Puissances de l'Axe.

ART. 7. — Croix du Combattant 1940 :

Le port de la Croix du Combattant 1940 est provisoirement interdit. De nouvelles dispositions seront prises quant à cette décoration à la fin des hostilités.

ART. 8. — Croix de la Libération. — Médaille de la Résistance :

a) la Croix de la Libération, ainsi que la Médaille de la Résistance, créées respectivement par les ordonnances n° 7 et n° 42, du 9 février 1943, de la France Combattante continueront à être attribuées dans les conditions fixées par les ordonnances du 7 janvier 1944.

b) l'attribution de la Croix de la Libération ou de la Médaille de la Résistance à un militaire pour acte de résistance en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi entraîne le bénéfice pour l'intéressé de la campagne double.

Mention en est faite, avec indication de la période pendant laquelle cet avantage est accordé, par le décret qui accorde l'une ou l'autre de ces distinctions.

ART. 9. — La présente ordonnance abroge toutes dispositions contraires et notamment l'ordonnance du 21 avril 1943 du Général Commandant en Chef Civil et Militaire. Les mesures d'application seront fixées par des arrêtés ou instructions du Commissaire à la Guerre et à l'Air, et du Commissaire à la Marine.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Justice,
François de MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire à l'Intérieur,
Emmanuel D'ASTIER.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
A. TIXIER.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

*Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,*
FRENAY.

*Le Commissaire d'Etat aux Affaires
musulmanes,*
CATROUX.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Education nationale,
René CAPITANT.

*Le Commissaire au Ravitaillement,
et à la Production,*
André DIETHELM.

Comité français de la libération nationale

Budget — Exercice 1944

EXTRAIT de l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du Budget du Comité français de la Libération nationale de l'exercice 1944.

ART. 18. — L'indemnité mensuelle des membres de l'Assemblée Consultative Provisoire est fixée à 10.000 francs.

Elle est soumise aux retenues légales, et ne peut être cumulée avec aucun traitement ni indemnité perçus à quelque titre que ce soit.

Les membres de l'Assemblée Consultative Provisoire ont droit en outre à une indemnité globale forfaitaire représentative de frais de 5.000 francs par mois.

ART. 20. — Les dépenses de l'Etat relatives aux traitements, salaires, loyers, transports, services, fournitures ou travaux dépassant la somme de 4.000 francs doivent être obligatoirement payées par virement soit à un compte courant postal, soit à un compte ouvert chez un comptable du trésor, ou dans une banque. En ce dernier cas, le virement peut être réalisé au moyen d'un titre de paiement barré.

Des arrêtés du Commissaire aux Finances pourront rendre les dispositions qui précèdent applicables aux règlements à la charge des collectivités publiques, des établissements publics ou des services concédés. Ils pourront également fixer la limite au-dessus de laquelle les règlements entre particuliers devront être opérés par virement.

ART. 21. — La limite de 6.000 francs prévue aux articles 1 et 2 de l'ordonnance du 19 décembre 1942 relative au paiement des dépenses des Armées de Terre, de Mer et de l'Air est abaissée à 4.000 francs.

L'article 3 de la même ordonnance est modifié comme suit :

« Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus ne s'appliquent pas au paiement des soldes, indemnités et dépenses de toute nature des troupes en opérations hors de l'Afrique du Nord ou stationnées dans les territoires où le défaut d'organismes bancaires rendrait ces dispositions difficilement applicables. Ces territoires seront déterminés par arrêté des Gouverneurs et Résidents Généraux compétents. Dans tous les cas spécifiés au présent article les paiements pourront être faits en numéraire sans limitation ».

ART. 22. — Des achats sur simple facture peuvent être substitués aux marchés écrits pour les fournitures intéressant les services civils et militaires, lorsque ces fournitures sont livrables immédiatement et que le montant de la dépense envisagée ne dépasse pas 100.000 francs.

La dispense du marché s'étend aux travaux ou transports dont la valeur n'excède pas 80.000 francs et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire.

ART. 23. — En cas de déplacement de troupes entre les différents territoires de l'Empire ou théâtres d'opérations extérieures, des crédits pourront être transférés entre les rubriques correspondantes de chacune des sections 17 à 21 inclus, par arrêté du Commissaire aux Finances sur proposition, selon le cas, du Commissaire à la Guerre et à l'Air ou du Commissaire à la Marine.

ART. 24. — Le montant maximum des factures, mémoires etc., qui peuvent être acquittés par les agents spéciaux des services régis par économie, au moyen des avances qui leur sont accordées, est porté à 40.000 francs pour les établissements relevant des Commissariats à la Guerre et à l'Air, et de la Marine, sous réserve que les paiements supérieurs à 6.000 frs. soient effectués par virements ou chèques.

ART. 25. — Les dépenses de personnel entraînées par l'exécution de constructions, de matériel ou de travaux pour les besoins des armées peuvent être imputées sur les crédits ouverts sur le chapitre correspondant aux dites réalisations à la condition que le salaire mensuel principal d'un même bénéficiaire ne dépasse pas 5.000 francs.

ART. 26. — A titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 1944, les cessions de matériel faites par un Service de l'Etat à un autre Service de l'Etat seront effectuées à titre gratuit.

Celles consenties à des parties prenantes autres que l'Etat seront à titre onéreux. Elles sont soumises à la règle du paiement préalable effectué au profit du Trésor, sauf pour les fournitures aux Gouvernements alliés.

Les cessions de denrées effectuées par le Service de l'Intendance restent soumises aux règles antérieures.

Les versements correspondants ainsi que tous les reversements de fonds seront, quelle que soit leur origine, constatés dans les écritures du Trésor à la ligne « Reversement de fonds sur les dépenses des Commissariats ».

A la suite de ces versements ainsi que des reversements opérés pour trop-perçu etc., il ne sera opéré aucun rétablissement de crédits au profit des chapitres du budget.

ART. 27. — Les dépenses de matériel et de personnel afférentes à l'exercice 1943 ou à un exercice antérieur non périmé et n'ayant pu être ordonnancées avant le

1^{er} janvier 1944, seront imputées sur les chapitres correspondants du Budget en cours au moment de leur ordonnancement.

La procédure du paiement aux chapitres d'exercice clos est provisoirement suspendue.

ART. 35. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 8 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :
Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Personnel

N° 150 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 27 janvier 1944 complétant et modifiant l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés ;

2^o — le décret du 29 janvier 1944 déterminant les conditions de nomination des élèves-administrateurs des colonies et des élèves-administrateurs des services civils de l'Indochine.

ORDONNANCE du 27 janvier 1944 complétant et modifiant l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943, concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du commissaire aux finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés ;

Vu l'ordonnance du 5 août 1943 portant modification de l'ordonnance du 4 juillet 1943 susvisée ;

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains ;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la présidence du Comité français de la Libération nationale ;

Le Comité juridique entendu ;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 3 de l'ordonnance du 4 juillet 1943 est ainsi modifié :

« La réintégration sera prononcée sans délai si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à tout motif autre qu'une insuffisance professionnelle grave, ou la constatation d'une faute professionnelle grave ou d'un fait entachant l'honneur ou la probité ».

ART. 2. — L'article 4 de l'ordonnance susvisée du 4 juillet 1943 est modifié de nouveau ainsi qu'il suit :

« La non réintégration, dans un délai de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance dans le territoire où réside le fonctionnaire inté-

ressé, ouvre droit à recours devant la juridiction administrative compétente, le Comité temporaire du Contentieux exerçant provisoirement les attributions du Conseil d'Etat. Ce recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans un délai de trois mois à partir soit de l'expiration du délai précédent, soit de la notification du refus écrit de l'autorité administrative de procéder à la réintégration. Toutefois, ces deux délais sont fixés à six mois lorsque les fonctionnaires intéressés résident dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies.

« La juridiction administrative compétente peut être saisie par les fonctionnaires et agents qui n'ont pas obtenu leur réintégration pour l'un des motifs prévus à l'alinéa 1^{er} de l'article, afin d'établir que leur éviction n'a été due ni à une insuffisance professionnelle grave, ni à la constatation d'une faute professionnelle grave, ni à celle d'un fait entachant l'honneur ou la probité ».

ART. 3. — Il est ajouté à l'ordonnance susvisée un article 5 bis ainsi conçu :

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux fonctionnaires et agents qui ont été amenés, depuis le 16 juin 1940, à donner leur démission, à solliciter leur mise en disponibilité ou en congé sans traitement, à demander par anticipation le bénéfice de leur retraite ou d'une pension proportionnelle en raison de leur attitude d'hostilité envers l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat Français », ou pour devancer l'application qui aurait pu leur être faite des mesures d'exception, notamment celles prévues contre les juifs ou les membres des associations secrètes.

« Le délai pendant lequel les intéressés pourront saisir le Commissaire dont relève l'Administration à laquelle ils appartiennent est de 6 mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance et de 9 mois pour les fonctionnaires relevant du Commissariat aux Colonies ».

« Les délais prévus ci-dessus ne courent qu'à compter de la date de leur démobilisation pour les fonctionnaires et agents qui sont sous les drapeaux ».

ART. 4. — L'article 6, 2^e, alinéa b de l'ordonnance susvisée, est modifié ainsi qu'il suit :

« b) pour les fonctionnaires bénéficiant rétroactivement d'un avancement de classe, grade ou échelon, le droit aux traitements, soldes et indemnités à compter de la date à laquelle la promotion prend effet ».

ART. 5. — L'avant-dernier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

« L'administration est en droit d'exiger, pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'éloignement du service et, en particulier, en ce qui concerne le montant des rémunérations privées, une déclaration sur l'honneur ».

« Dans le cas où, par la suite, cette déclaration s'avérerait inexacte, les sommes indûment perçues devront être restituées. En outre, s'il y a eu déclaration sciemment inexacte ou fausse, l'intéressé fera l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation et il devra les intérêts des sommes perçues de mauvaise foi, le tout sans préjudice de poursuites pénales ».

ART. 6. — L'article 6 (19) de l'ordonnance susvisée du 4 juillet 1943 est complété ainsi qu'il suit :

« Pour les fonctionnaires dont l'avancement n'est accordé qu'au choix, leur réintégration sera suivie immédiatement d'un classement ou reclassement prononcé par le Commissaire compétent ».

« Celui-ci retiendra comme base d'appréciation la moyenne des avancements obtenus par les fonctionnaires demeurés dans l'Administration depuis l'époque du congédiement des fonctionnaires réintégrés, et de grade, de classe ou d'échelon et d'ancienneté égaux à ceux des fonctionnaires évincés lors de la sanction prononcée contre eux ».

ART. 7. — Il est ajouté à l'ordonnance susvisée un article 8 bis ainsi conçu :

« Article 8 bis. — En ce qui concerne les fonctionnaires et agents exerçant leurs fonctions en territoire occupé ou contrôlé par l'ennemi au moment où la première sanction ou mesure a été prise à leur détriment, les délais prévus par la présente ordonnance ne courront qu'à compter de la date qui sera fixée par décret après la libération du territoire national.

« Au cas où la réintégration de ces fonctionnaires aurait été prononcée auparavant par le Commissaire compétent, les modalités de celle-ci pourront être révisées jusqu'à une date qui sera fixée après la libération du territoire national.

« Les indemnités dues aux intéressés par application des articles 5 et 6 ne seront liquidées définitivement qu'à ce moment ».

ART. 8. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 27 janvier 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

HENRI QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire d'Etat aux Rapports avec l'Assemblée,

A. PHILIP.

Le Commissaire à la Justice, Commissaire à l'Intérieur p. i.,

François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

Commissaire d'Etat chargé des Affaires musulmanes p. i.,

MASSIOLI.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air, Commissaire à la Marine p. i.,

Commissaire aux Communications et à la Marine marchande p. i.,

André LE TROQUER.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Information,

H. BONNET.

Le Commissaire à l'Education nationale,

René CAPITANT.

Le Commissaire aux Prisonniers,

Déportés et Réfugiés,

Henri FRENAY.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

Le Commissaire au Ravitaillement, et à la Production,

André DIETHELM.

DECRET du 29 janvier 1944 déterminant les conditions de nomination des élèves-administrateurs des colonies et des élèves-administrateurs des Services civils de l'Indochine.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du corps des administrateurs des colonies et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant organisation du corps des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des sections administratives de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer qui ont eu leurs études interrompues du fait de la guerre, pourront être nommés élèves-administrateurs des colonies ou élèves-administrateurs des Services civils de l'Indochine, à l'expiration d'une période de trois ans, à compter du jour de leur admission à l'Ecole nationale de la France d'Outre-Mer.

ART. 2. — Cette période pourra être réduite à deux années pour les élèves des sections administratives de l'Ecole nationale de la France d'Outre-Mer qui se seront évadés d'un territoire occupé par l'ennemi pour prendre du service dans les forces armées françaises.

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 29 janvier 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

N° 155 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 31 janvier 1944 relatif aux mesures de relève des fonctionnaires coloniaux lors de la cessation des hostilités.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et sur les passages accordés au personnel colonial, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 13 mars 1943 du Comité national français instituant provisoirement la permission d'absence;

Vu le décret du 30 mai 1943 du Comité national français relatif aux congés de convalescence pouvant être accor-

dés pendant la durée des hostilités aux personnels civils et militaires en service dans les colonies et territoires relevant du Commissariat national aux colonies;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En vue d'assurer la relève des fonctionnaires coloniaux et d'organiser leur tour de départ en congé, les mesures suivantes seront appliquées, dès la fin des hostilités et la reprise des relations avec la Métropole.

ART. 2. — Les Chefs de Colonies établissent à l'avance le tour de départ en congé des fonctionnaires coloniaux, conformément à l'ordre de priorité suivant :

1° — Fonctionnaires n'ayant pu rentrer en France du 16 juin 1940 à la date de libération de la Métropole,

a) fonctionnaires dont la femme ou les enfants se trouvent dans la Métropole,

b) fonctionnaires dont un ou plusieurs ascendants se trouvent dans la Métropole.

Pour ces deux catégories, il ne sera pas tenu compte de la durée de séjour colonial, mais la priorité sera déterminée d'après le nombre de personnes dont le fonctionnaire est séparé.

c) fonctionnaires célibataires âgés de moins de 40 ans qui ont leur résidence dans la Métropole et n'appartiennent pas aux catégories ci-dessus.

d) fonctionnaires qui ont leur résidence dans la Métropole et n'appartiennent pas aux catégories a, b et c.

e) fonctionnaires dont la famille ne se trouve pas dans la Métropole et qui n'y ont pas de résidence.

f) fonctionnaires dont la famille ne se trouve pas dans la Métropole et qui, ayant leur résidence dans un territoire colonial, territoire sous mandat ou pays de protectorat, ont séjourné dans ces territoires ou pays entre le 16 juin 1940 et la libération de la Métropole.

Pour les fonctionnaires visés aux catégories c, d, e, f, l'ordre de priorité est déterminé dans chaque catégorie, par la durée du séjour colonial telle qu'elle est précisée à l'article 7 du présent décret.

2° — Fonctionnaires qui ont leur résidence dans la Métropole et qui y ont séjourné entre le 16 juin 1940 et la date de libération de la France.

Les congés accordés à ce personnel le seront, après les catégories a, b, c, d, e, f ci-dessus et dans le même ordre.

Chaque catégorie décrite ci-dessus doit être épuisée avant de passer à la suivante.

ART. 3. — Les congés administratifs restent suspendus. Seront accordées par les Chefs de Colonie des permissions de détente dont la durée est fixée à trois mois, délais de route non compris et n'est pas susceptible de prolongation ou de renouvellement.

ART. 4. — Les droits à la solde sont ceux attachés au congé administratif. Les taux seront ceux en vigueur dans la Métropole s'ils ne sont pas fixés par un texte particulier.

ART. 5. — La permission de détente n'est pas considérée comme interrompant le séjour colonial, mais sa durée sera défalquée de celle du congé administratif accordé ultérieurement.

ART. 6. — La gratuité du transport est accordée au bénéficiaire de la permission de détente et à sa famille, dans les conditions fixées par le décret du 3 juillet 1897. Toutefois, le transport par avion ne donnera lieu

à l'attribution de la gratuité du transport des bagages que dans les limites accordées par les lignes de navigation aérienne.

ART. 7. — Les divers congés accordés aux fonctionnaires au cours de la période située entre le 16 juin 1940 et la date de reprise des relations avec la Métropole après la libération, n'affectent pas le droit à permission tel qu'il est ouvert par le présent décret si ces congés n'ont pas été passés en France pendant cette période. Toutefois la durée du séjour colonial entrant en ligne de compte pour la détermination de l'ordre de priorité de départ en permission de détente est diminuée de quatre mois par mois de congé de convalescence ou de permission d'absence ou de toute autre interruption de service.

Pour les fonctionnaires qui ont, durant la période visée à l'alinéa précédent, bénéficié d'un congé en France, la durée du séjour colonial à prendre en considération pour l'ordre de priorité a, comme point de départ, la date de retour à la colonie après le congé passé en France.

ART. 8. — Les fonctionnaires coloniaux démobilisés dans la Métropole ou en Afrique rejoindront leur colonie d'affectation, après une permission de trois mois.

ART. 9. — Les fonctionnaires coloniaux démobilisés dans les colonies et territoires relevant du Commissaire aux Colonies suivront le sort des fonctionnaires coloniaux en service dans ces colonies et territoires.

ART. 10. — Les fonctionnaires coloniaux autres que ceux visés à l'article 8 se trouvant dans la Métropole rejoindront immédiatement leur colonie d'affectation, sauf ceux qui seront appelés à servir en France.

ART. 11. — Quel que soit le rang du fonctionnaire dans l'ordre de priorité, sa famille pourra toujours le précéder dans la limite des places disponibles.

ART. 12. — La femme et les enfants qui se trouvaient en France pendant l'occupation auront un droit de préférence si le fonctionnaire désire les emmener à la colonie à son retour.

ART. 13. — Les congés de convalescence et les permissions d'absence ne pourront pas être accordés pour la Métropole. Les fonctionnaires malades seront envoyés dans les centres hospitaliers ou d'hébergement en Afrique du Nord, au Levant ou en Afrique du Sud dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur en la matière.

ART. 14. — Dans la mesure où les circonstances le permettront, le Commissaire aux Colonies pourra ordonner l'application des dispositions du présent décret, avant la fin des hostilités, pour les parties du territoire métropolitain libérées.

ART. 15. — N'est opposable aux dispositions du présent décret aucune autre disposition antérieure contraire.

ART. 16. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République et inséré aux *Journaux Officiels* des colonies.

Alger, le 31 janvier 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Promulgations

N° 152 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 29 janvier 1944 modifiant l'article 109 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

2° — le décret du 31 janvier 1944 suspendant provisoirement l'application en A. O. F. et au Togo du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies;

3° — le décret du 31 janvier 1944 relatif à la mise à la retraite d'office des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale.

DECRET du 29 janvier 1944 modifiant l'article 109 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 109 du décret du 2 mars 1910 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française : 67.500 francs.

Gouverneur Général de Madagascar : 45.000 francs.

Gouverneur Général de l'Afrique Equatoriale Française : 56.250 francs.

le reste du paragraphe 1 sans changement.

ART. 2. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 109 du décret du 2 mars 1910 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les lieutenants gouverneurs des diverses dépendances du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française et les chefs de territoire de l'Afrique Equatoriale Française reçoivent, soit lorsqu'ils se déplacent dans l'intérieur de leur circonscription, soit lorsqu'ils sortent de leur territoire pour se rendre dans un territoire voisin ou au chef-lieu du Gouvernement général, une indemnité journalière de 180 francs.

Les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo et tous les autres chefs de Colonie à l'exception des Gouverneur Général, Résidents supérieurs et Lieutenant-gouverneur de la Cochinchine (dont l'indemnité pour frais de représentation comprend les frais de déplacement, reçoivent également lorsqu'ils se déplacent dans l'intérieur de leur territoire, une indemnité journalière de 180 francs.

ART. 3. — Sont rétablies les dispositions des paragraphes III, IV et V de l'article 109 du décret du 2 mars 1910 susvisé, telles qu'elles existaient au 16 juin 1940.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent décret.

ART. 5. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 31 janvier 1944 suspendant provisoirement l'application en A. O. F. et au Togo du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux Colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 23 janvier 1914 portant règlement sur l'installation, l'ameublement, la domesticité et les frais divers des hôtels des Gouverneurs et autres fonctionnaires ayant droit à la gratuité du logement et de l'ameublement dans les colonies et pays de protectorat, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, ensemble les textes modificatifs;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En raison des difficultés nées des circonstances de la guerre, est provisoirement suspendue l'application en Afrique Occidentale française et au Togo, des dispositions du décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République.

Alger, le 31 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies p. i.,

François DE MENTHON.

DECRET du 31 janvier 1944 relatif à la mise à la retraite d'office des fonctionnaires coloniaux tributaires de la Caisse intercoloniale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant création d'une caisse intercoloniale de retraites et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à la mise à la retraite d'office;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à la mise à la retraite d'office sont applicables à tous fonctionnaires et agents tributaires de la Caisse intercoloniale de retraite.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française et aux *Journaux et Bulletins officiels* des Colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du Commissariat aux Colonies.

Alger, le 31 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

N^o 153 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 29 janvier 1944 relative à la réassurance des risques maritimes et de transports;

2^o — l'ordonnance du 29 janvier 1944 concernant les oppositions aux paiements d'indemnités dues en vertu des contrats d'assurances;

3^o — l'ordonnance du 2 février 1944 relative aux traités de réassurances;

4^o — l'ordonnance du 5 février 1944 modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la commission d'épuration;

5^o — l'ordonnance du 8 février 1944 modifiant l'article 184 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

ORDONNANCE du 29 janvier 1944 relative à la réassurance des risques maritimes et de transports.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'acte dit ordonnance du 17 janvier 1943 instituant un groupement pour la réassurance des risques maritimes;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé, à compter de la date de sa mise en vigueur, l'acte dit ordonnance du Général d'Armée, Haut-Commissaire de France en Afrique Française du 17 janvier 1943, instituant un Groupement pour la réassurance des risques maritimes, à l'exception de l'article 3 de la dite ordonnance qui est abrogé.

ART. 2. — Le Groupement pour la réassurance des risques maritimes, constitué en exécution de l'ordonnance du 17 janvier 1943 susvisée, est habilité à effectuer, dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale, toutes opérations, de réassurance des risques maritimes ordinaires et de guerre, sur corps et facultés, des risques ordinaires et de guerre afférents aux transports terrestres, fluviaux et aériens.

ART. 3. — La présente ordonnance est applicable en Algérie et aux Colonies.

Elle sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 29 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

HENRI QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.*

*Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,
Commissaire aux Colonies p. i.,*

François DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Affaires Etrangères p. i.,
CATROUX.*

(Voir l'acte dit ordonnance du 17 janvier 1943 au *J. O. Togo* du 1^{er} juin 1943, Page 304).

ORDONNANCE du 29 janvier 1944 concernant les oppositions aux paiements d'indemnités dues en vertu des contrats d'assurances.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'acte dit ordonnance du 26 janvier 1943, relatif aux oppositions aux paiements d'indemnités résultant de contrats d'assurances est nul. Toutefois, les dispositions de cet acte sont validées et conservent effet jusqu'au jour de la mise en vigueur de la présente ordonnance.

ART. 2. — A dater de la mise en vigueur de la présente ordonnance, nonobstant toutes dispositions ou conventions contraires, les oppositions aux paiements d'indemnités d'assurances devant être faites dans les territoires relevant du Comité Français de la Libération Nationale par des entreprises n'ayant pas leur siège social dans les dits territoires, ne peuvent être valablement effectuées qu'en ces territoires, soit au siège de la délégation de l'entreprise d'assurances, soit dans une des succursales de cette entreprise.

ART. 3. — Les oppositions aux paiements des indemnités visées au précédent article, en exécution de contrats non échus à la date de la mise en vigueur de la présente ordonnance, déjà faites hors des territoires relevant du Comité Français de la Libération Nationale, seront sans effet, si elles ne sont renouvelées, dans les conditions déterminées à l'article précédent, dans un délai de 40 jours à compter de la mise en vigueur de la présente ordonnance dans le territoire où se trouve le domicile de l'assuré.

ART. 4. — En ce qui concerne les contrats d'assurances de personnes souscrits auprès d'entreprises n'ayant pas leur siège social dans les territoires relevant du Comité Français de la Libération Nationale, les contractants, ayant apporté, en application de l'article 63 de la loi du 13 juillet 1930 et antérieurement à la publication de la présente ordonnance, une modification à la clause bénéficiaire portée sur leur police, doivent obligatoirement notifier cette modification au délégué de l'entreprise d'assurances dans les dits territoires ou dans leurs succursales, dans un délai de 40 jours à compter de la mise en vigueur de la présente ordonnance, dans le territoire où se trouve le domicile de l'assuré.

Dans le cas où le bénéficiaire de ces contrats a notifié, en exécution de l'article 64 de la loi susvisée, son acceptation hors du territoire relevant du Comité Français de la Libération Nationale, il doit confirmer cette acceptation dans le même délai de 40 jours, au Délégué de l'entreprise ou à une des succursales de cette entreprise dans les dits territoires.

A défaut de ces notifications, le paiement effectué au bénéficiaire désigné dans la police ou dans le dernier avenant présenté, est opposable, à tous autres bénéficiaires.

ART. 5. — La présente ordonnance, applicable à l'Algérie et aux Colonies sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 29 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

HENRI QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.*

*Le Commissaire aux Colonies p. i.,
Commissaire à l'Intérieur p. i.,*

François DE MENTHON.

*Le Commissaire aux Affaires Etrangères p. i.,
CATROUX.*

ORDONNANCE du 2 février 1944 relative aux traités de réassurances.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et l'ordonnance du 6 octobre 1943, relatifs aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis ou les personnes se trouvant sur le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu l'acte dit ordonnance du 26 janvier 1943, relatif aux traités de réassurances conclus par les sociétés d'assurances opérant dans les territoires du Haut-Commissariat;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice des dispositions du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 et de l'ordonnance du 6 octobre 1943, relatifs aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis ou les personnes se trouvant sur le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, ainsi que de l'ordonnance du 6 octobre 1943, concernant la répression des rapports avec les ennemis et la guerre économique, est nul de plein droit tout traité de réassurance ou de rétrocession passé par les entreprises françaises d'assurances avec des sociétés d'assurances ou de réassurances de nationalité ennemie ou avec des organismes inscrits sur la liste officielle des ennemis.

ART. 2. — La souscription des traités ou conventions de réassurances de risques faisant l'objet d'un contrat d'assurances souscrit ou exécuté dans les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale et conclue par les directeurs et délégués responsables des entreprises françaises d'assurances dans ces territoires, nantis de pouvoirs à cet effet, entraîne, de plein droit, la suspension des traités de réassurances conclus, pour les mêmes risques, aux sièges sociaux en territoire français métropolitain des entreprises d'assurances.

Cette suspension prend effet à compter de la date d'entrée en vigueur du nouveau traité de réassurances et prend fin au terme du dit traité.

ART. 3. — Sont validés les effets résultant de l'application de l'acte dit ordonnance du 26 janvier 1943, relatif aux traités de réassurances conclus par les sociétés d'assurances opérant dans les territoires relevant du Haut-Commissariat entre la date de sa mise en vigueur et celle de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Les traités passés en application de la dite ordonnance du 26 janvier 1943 continuent à avoir leurs pleins et entiers effets.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance qui est applicable en Algérie, aux Colonies et aux territoires africains sous mandat. Elle sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 février 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,

François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

ORDONNANCE du 5 février 1944 modifiant l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur la Commission d'Epuración.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1943 portant modification de l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une Commission d'Epuración auprès du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — L'organisation, le rôle et les prérogatives de la Commission d'Epuración instituée auprès du Comité français de la Libération nationale, par l'ordonnance du 18 août 1943, sont déterminés par la présente ordonnance ».

ART. 2. — L'alinéa 2 de l'article 5 de l'ordonnance susvisée du 6 décembre 1943 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Ils devront être achevés au plus tard le 29 février 1944 pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et au plus tard le 31 mars 1944 en ce qui concerne les autres territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale, ainsi que pour les personnes résidant à l'étranger. Les dossiers dont l'examen ne serait pas terminé à cette date, seront transmis aux Commissaires intéressés qui les classeront sans suite ou prononceront une des sanctions prévues à l'article 6 de la présente ordonnance dans les formes prévues au dit article ».

ART. 3. — Le paragraphe 4 de l'article 6 de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les sanctions visées au paragraphe suivant, font l'objet, suivant l'espèce, de décrets rendus sur la proposition des commissaires intéressés, ou d'arrêtés des commissaires intéressés ».

ART. 4. — L'article 8 de l'ordonnance du 6 décembre 1943 est remplacé par la rédaction suivante :

« Les poursuites intentées en application des conclusions des rapports de la Commission d'Epuración sont portées devant les juridictions compétentes ».

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire d'Etat
aux Relations avec l'Assemblée
et aux Etudes,*
André PHILIP.

*Le Commissaire d'Etat aux Commissions
intercommissariales,*
Henri QUEUILLE.

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire à l'Intérieur p. i.,
Commissaire aux Colonies p. i.,*
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

*Le Commissaire d'Etat
aux Affaires Musulmanes,*
CATROUX.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIOLI.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

*Le Commissaire aux Affaires sociales
Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés p. i.,*
A. TIXIER.

*Le Commissaire au Ravitaillement
et à la Production,*
André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Education nationale,
René CAPITANT.

ORDONNANCE du 8 février 1944 modifiant l'article 184 du Code de Justice militaire pour l'Armée de Mer.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la marine;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 instituant le Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les alinéas 1 et 2 de l'article 184 du Code de Justice Militaire pour l'Armée de Mer sont modifiés comme suit :

« *Alinéa 1^{er}.* — Le condamné peut former un recours devant les Tribunaux maritimes permanents de cassation dans le ressort desquels se trouve le bâtiment, dans les délais et suivant les formes prévues aux articles 155 et suivants du présent code ».

« *Alinéa 2.* — Lorsque le bâtiment à bord duquel a été rendu le jugement se trouve hors du ressort d'un Tribunal maritime permanent de cassation, le recours est effectué devant un Tribunal Maritime de Cassation à bord ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 8 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire aux Colonies p. i.,*
François DE MENTHON.

Magistrature coloniale

Discipline

N° 151 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 29 janvier 1944 portant réglementation provisoire de la discipline judiciaire dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 portant réglementation provisoire de la discipline judiciaire;

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant toute la durée des hostilités, le Comité français de la Libération nationale pourra, par décret, et statuant en matière disciplinaire :

1^o — Déplacer, rétrograder ou suspendre de leurs fonctions les magistrats des Colonies du siège des Cours, Tribunaux et Justices de Paix;

2^o — Suspendre de leurs fonctions les magistrats des Colonies appartenant au Ministère public.

ART. 2. — La suspension pourra entraîner quant aux traitements et indemnités, rétrogradation à un ou plusieurs échelons inférieurs.

ART. 3. — La suspension ne pourra être prononcée qu'après enquête faite par un magistrat désigné à cet effet, soit par le Commissaire aux Colonies, soit sur délégation, par le Président ou le Procureur près la Juridiction d'Appel. Ce magistrat devra toujours être d'un rang supérieur à celui du magistrat mis en cause.

ART. 4. — En ce qui concerne les Présidents et Procureurs près les Juridictions d'Appel, l'enquête prévue par l'article précédent devra être faite par le

Commissaire aux Colonies, qui pourra toutefois déléguer un magistrat du rang de la catégorie du magistrat mis en cause, pour procéder à tous actes d'informations autres que l'audition de l'intéressé.

ART. 5. — Dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la Cour de Cassation aura pu siéger en territoire libéré, les magistrats qui auront été l'objet de sanctions disciplinaires prises en application du présent texte seront déférés à la Cour de Cassation siégeant au Conseil Supérieur de la Magistrature. Cette juridiction aura tous pouvoirs pour réformer, réviser ou maintenir les décisions intervenues.

ART. 6. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire aux Colonies p. i.,*

François DE MENTHON.

Admission dans les cadres des avocats réfugiés

N° 156 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 2 février 1944 modifiant, pour la durée des hostilités, les conditions d'admission dans les cadres de la magistrature coloniale des avocats réfugiés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 novembre 1943 portant création et suppression de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et tous autres actes modificatifs subséquents, notamment le décret du 11 mai 1934;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 17, alinéa 1^{er}, du décret du 22 août 1928, tel qu'il a été modifié par le décret du 11 mai 1934, en faveur des avocats qui, à la date du 2 septembre 1939, étaient inscrits à un barreau du ressort d'une Cour d'appel de la Métropole, et qui auront quitté ce ressort ou n'y seront pas revenus à la suite de l'occupation allemande.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies et le Commissaire à la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 2 février 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Justice,
Commissaire aux Colonies p. i.,*

François DE MENTHON.

Comité du commerce extérieur de l'A. O. F. et du Togo

N° 154 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 31 janvier 1944 instituant un établissement public sous le nom de « Comité du Commerce Extérieur de l'A.O.F. et du Togo ».

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret organique du Gouvernement général de l'A. O. F. du 18 octobre 1904, modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et du 30 mars 1925;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué sous le nom de « Comité du Commerce extérieur de l'Afrique Occidentale française et du Togo », un établissement public ayant pour objet d'assurer en liaison avec le commerce, les opérations d'importation et d'exportation de l'Afrique Occidentale française et du Togo, en provenance et à destination des pays alliés ou neutres ou de l'Afrique du Nord.

ART. 2. — Les conditions de fonctionnement de cet établissement public sont définies dans les statuts annexés au présent décret et approuvés par ce texte. L'application en est réglée, en tant que de besoin, par les arrêtés du Gouverneur Général de l'A. O. F.

ART. 3. — Le Comité du Commerce Extérieur de l'Afrique Occidentale française et du Togo possède la personnalité juridique et l'autonomie financière.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 31 janvier 1944.

*Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim
de la Présidence du Comité,*

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à l'intérieur p. i.,
Commissaire aux Colonies p. i.,*

François DE MENTHON.

COMITE du Commerce Extérieur de l'Afrique Occidentale Française et du Togo.

STATUTS

TITRE PREMIER

ORGANISATION

ARTICLE PREMIER. — Il est institué sous le nom de « Comité du Commerce Extérieur de l'Afrique Occidentale Française et du Togo » un établissement public ayant pour objet d'assurer, en liaison avec le commerce à partir du 1^{er} septembre 1943, les opérations d'importations et d'exportations de l'Afrique Occidentale Française et du Togo en provenance ou à destination des pays alliés ou neutres et de l'Afrique du Nord.

ART. 2. — Le Comité est chargé, notamment de :

a) vendre ou faire vendre dans les pays alliés ou neutres et en Afrique du Nord les produits ou marchandises disponibles à l'exportation;

b) placer ou faire placer dans les pays alliés ou neutres et en Afrique du Nord les commandes de marchandises ou objets nécessaires au ravitaillement de la population et à la vie économique de la Fédération, Togo compris;

c) suivre l'exécution de ces commandes;

d) répartir entre les territoires intéressés les produits ou marchandises importés et les contingents à fournir à l'exportation;

e) proposer au Gouverneur Général de l'A. O. F. les prix d'achat et de vente;

f) procéder, en accord avec le Directeur général des Finances de l'A. O. F. aux opérations financières se rattachant aux importations et aux exportations;

g) notifier aux autorités compétentes les marchandises ou produits devant bénéficier des priorités de transports par eau, fer ou route.

ART. 3. — Le siège du Comité du Commerce Extérieur de l'Afrique Occidentale Française et du Togo est à Dakar.

Le Comité est représenté dans chacun des principaux ports ou points de transit international de la Fédération par un fonctionnaire nommé par le Gouverneur Général après consultation des Gouverneurs intéressés. Ce représentant assure la défense permanente des intérêts du Comité, il obtient décharge des Chambres de Commerce ou autres organismes pour les marchandises confiées à leurs soins. Il veille au paiement de celles-ci. Il assure la liaison entre la Direction du Comité et les assemblées consulaires et tous les organismes économiques, syndicats et associations de la Colonie.

ART. 4. — Le Comité est administré et dirigé par :

Un conseil de gestion,

Un directeur.

ART. 5. — Le conseil de gestion est composé :

du Directeur général des Services Economiques, *président*,

du Directeur des Transports maritimes,

du Directeur des Douanes,

d'un représentant du Directeur général des Finances,

et de sept membres désignés par les Chambres de Commerce, d'Agriculture, et d'Industrie de la Fédéra-

tion à raison d'un représentant pour chacune des colonies, territoires ou groupes de colonies suivants :

Circonscription Dakar;

Groupe Sénégal-Mauritanie;

Colonie Soudan;

Colonie Guinée;

Colonie Côte-d'Ivoire;

Territoire du Togo;

Groupe Dahomey-Niger.

Le conseil de gestion est chargé d'élaborer les décisions d'ensemble sur toutes les matières de la compétence du Comité.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante.

Le conseil de gestion se réunit au moins une fois par mois.

Le Directeur du Comité assiste aux séances du conseil de gestion qui peut s'adjoindre toute personnalité ou tout fonctionnaire dont l'avis lui paraît nécessaire à recueillir. Le Directeur du Comité et les personnes étrangères au conseil ont voix consultative seulement.

ART. 6. — Le Directeur du Comité est nommé par le Gouverneur Général.

Il assure, sous le contrôle du conseil de gestion, la bonne marche du Comité. Il prend, à charge d'en rendre compte au conseil de gestion à sa plus prochaine réunion, toutes initiatives sur des questions qui n'auraient pas encore fait l'objet de décision du Comité. Il est chef des services d'administration centrale du Comité ainsi que des représentants du Comité dans les Colonies.

ART. 7. — Un agent comptable, désigné par le Gouverneur Général de l'A. O. F., est chargé d'assurer les opérations de recettes et de dépenses du Comité, il tient la comptabilité dans la forme commerciale. L'agent comptable est responsable de sa gestion.

Cet agent adresse mensuellement un relevé de ses opérations au Directeur général des Finances chargé du contrôle.

Avant le 31 janvier de chaque année, l'agent comptable soumet au conseil de gestion ses comptes de l'année précédente en forme de bilan commercial. Ce bilan est adressé au préalable, au Directeur général des Finances pour vérification et observations le cas échéant.

La première gestion s'applique à la période 1^{er} septembre — 31 décembre 1943.

L'excédent éventuel des recettes sur les dépenses sera versé au budget général.

ART. 8. — Un compte destiné à enregistrer toutes les opérations de recettes et dépenses du Comité est ouvert à la Banque de l'Afrique Occidentale à Dakar.

Tous ordres, transferts ou retraits, sont valablement donnés sous les signatures conjointes du Directeur du Comité et de l'agent comptable.

TITRE II

IMPORTATIONS; EXPORTATIONS

ART. 9. — Le Comité confie tout ou partie des opérations d'importation et d'exportation aux Chambres de Commerce.

Le conseil de gestion détermine en ces matières les attributions des Chambres de Commerce ou de tous organismes créés par elles pour assurer la charge qui leur incombe. Les Chambres de Commerce prennent à leur charge les frais qui résultent de ces nouvelles attributions.

Le conseil de gestion fixe le taux forfaitaire de majoration à appliquer sur le prix de cession des marchandises dont l'importation est assurée par les soins du Comité du Commerce extérieur, en couverture des frais d'administration du Comité ainsi que des frais supportés par les Chambres de Commerce pour les opérations effectuées pour le compte du Comité et des déchets et coulages qui pourraient être constatés au cours des opérations de réception et de répartition.

ART. 10. — Les Chambres de Commerce ci-après sont désignées pour fonctionner comme prévu à l'article précédent :

Dakar pour le groupe Circonscription de Dakar-Sénégal Mauritanie-Soudan ;

Conakry, pour la Guinée ;

Abidjan, pour la Côte-d'Ivoire ;

Lomé, pour le Togo ;

Cotonou, pour le groupe Dahomey-Niger.

Les Chambres de Commerce font ouvrir un compte dans les livres de la banque d'émission pour la constatation provisoire des opérations qu'elles sont appelées à faire pour le compte du Comité.

TITRE III

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'EXPORTATION

ART. 11. — Le Directeur du Comité du Commerce extérieur notifie à chaque représentant la nature, l'espèce, la qualité, la quantité et le prix de chaque marchandise à exporter au cours d'une période donnée.

Le représentant du Comité notifie ces renseignements :

a) A la Chambre de Commerce habilitée à répartir entre les commerçants les quantités à fournir ;

b) Au Directeur local du Service des Transports ;

c) Au chef du Service local des Transports maritimes.

ART. 12. — Sauf instructions spéciales du Directeur du Comité, le paiement des produits et marchandises s'effectue sur la base des valeurs FOB homologuées.

Seuls sont admis à la livraison les produits ou marchandises qui répondent strictement aux normes de conditionnement déterminées par les textes ou les spécifications des marchés concernant chaque produit offert.

Sans préjudice du contrôle obligatoire exercé, en vertu des règlements de rachat sur les produits rachetés, les Chambres de Commerce et les représentants du Comité sont habilités à soumettre les produits à l'examen des services locaux de conditionnement et à faire procéder, aux frais des exportateurs, aux expertises et contre expertises jugées nécessaires.

Sauf dispositions contraires des contrats d'achat, les réfections de qualité supportées par la marchandise ou le produit à l'arrivée à destination et imputables à un fait du vendeur sont laissées à son compte.

Le représentant du Comité procède, s'il y a lieu, aux formalités d'assurance et au paiement des frêts pour le compte de l'acheteur.

Dans les limites qui lui sont précisées par le Directeur du Comité du Commerce extérieur, le représentant du Comité est habilité à faire procéder au règlement des marchandises effectivement embarquées après reconnaissance des quantités et qualités.

TITRE IV

DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'IMPORTATION

ART. 13. — Sur instruction du Directeur du Comité, les Chambres de Commerce de l'Afrique Occidentale Française et du Togo procèdent, dans leur ressort, au recensement des besoins en marchandises. En collaboration avec les Services administratifs locaux, les syndicats professionnels et les autres assemblées consulaires, elles examinent les besoins exprimés et, après étude et groupage, transmettent à la direction du Comité des commandes jugées nécessaires.

Le Directeur du Comité, après examen des commandes, retient celles qui représentent un intérêt suffisant et qu'il est possible de satisfaire. La suite donnée à chaque commande est notifiée, dès que possible à la Chambre de Commerce intéressée.

Pour les marchandises importées par ses soins, le Comité après avoir groupé les commandes de même espèce, en assure le placement au mieux des possibilités du moment et aux meilleures conditions.

Il en fait assurer, dans les meilleurs délais, la livraison au port de destination, directement si possible, en transit, le cas échéant, par un autre port désigné par lui.

ART. 14. — Au cas où la commande aurait été passée pour la satisfaction de l'ensemble des besoins d'un territoire, la marchandise sera mise à la disposition des attributaires conformément aux répartitions faites par la Chambre de Commerce du port d'importation selon les modalités habituelles.

ART. 15. — Le Directeur du Comité peut décider le versement par les importateurs d'accréditifs dont le montant ne peut dépasser 75% du total de la commande.

ART. 16. — La Chambre de Commerce intéressée fait établir, s'il y a lieu, au moment du débarquement, tout constat d'avaries et prend les réserves nécessaires dans l'intérêt de la marchandise ou des destinataires.

Au vu des documents, elle donne décharge au représentant du Comité. Elle garantit le règlement intégral des factures et des débours du Comité et en récupère le montant des attributaires contre remise du bon à enlever.

Elle assure le versement des sommes dues au compte du Gouvernement Général.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 17. — Le personnel de l'Office est choisi soit parmi les fonctionnaires, soit parmi les agents des sociétés et entreprises particulières requis à cet effet s'il en est besoin.

Les fonctionnaires mis à la disposition du Comité à Dakar sont affectés pour ordre à la Direction générale des Services Economiques ; leurs émoluments sont remboursés par le Comité au budget qui en supporte la charge.

Les fonctionnaires collaborant dans les colonies à la gestion du Comité, demeurent à la charge des budgets locaux.

Les traitements et avantages des agents commerciaux requis pour servir au Comité sont fixés par décision du Gouverneur Général.

ART. 18. — Toutes dérogations provisoires aux dispositions des titres II, III et IV des présents statuts sont décidées par le Gouverneur Général de l'A. O. F.

Caisse centrale de la France d'outre-mer

N° 157 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

22 mars 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'ordonnance du 2 février 1944 transformant la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi monétaire du 1er octobre 1936;

Vu le décret du 30 juin 1937 portant modification de cette loi monétaire;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et de commerce de l'or;

Vu le décret du 24 avril 1940 fixant les conditions d'application du décret précité;

Vu les décrets du 9 septembre 1939 et du 29 mai 1940 rendant applicable dans les territoires dépendant du ministère des colonies le décret précité du 9 septembre 1939 et fixant ses conditions d'application;

Vu l'ordonnance du 2 décembre 1941 du Comité national français instituant la caisse centrale de la France Libre;

Vu l'ordonnance du 24 avril 1941 du Comité national français fixant pour certains territoires le statut des Offices coloniaux des changes;

Vu l'ordonnance du 20 décembre 1942 du Comité national français modifiant les statuts de la caisse centrale de la France Libre;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le commissaire d'Etat aux commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La Caisse Centrale de la France Libre est transformée en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer et exercera ses fonctions conformément à la présente ordonnance et aux statuts qui y sont annexés.

La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Les actifs et les passifs de la Caisse Centrale de la France Libre deviennent les actifs et les passifs de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

Le Comité français de la Libération nationale prend à sa charge, au profit de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, les garanties qui avaient été données par le Comité national français à la Caisse Centrale de la France Libre.

ART. 2. — La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer oriente la politique de crédit des banques d'émission des territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale. Elle contrôle l'application des mesures prises à l'égard de ces établissements par les Pouvoirs Publics.

Les banques d'émission précitées sont tenues de lui faire parvenir les informations et les documents qu'elle leur demande.

ART. 3. —

1^{re} — La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer exerce le privilège d'émission de la Caisse Centrale de la France Libre dans les territoires où cette dernière l'exerçait jusqu'ici.

Ses billets ont dans les dits territoires cours légal et pouvoir libératoire illimité.

2^o — Le privilège d'émission de la Caisse Centrale sera étendu par voie d'ordonnances à de nouveaux territoires d'Outre-Mer. Ces ordonnances fixeront les modalités de l'échange des billets en circulation sur ces territoires, ainsi que les conditions dans lesquelles la Caisse Centrale arrêtera, après examen avec les banques précédemment investies du privilège d'émission, les comptes de ces établissements. Ces arrêtés de compte seront approuvés par décret.

3^o — Il pourra, par décret rendu sur proposition conjointe du Commissaire aux Finances et du Commissaire dont relèvera le territoire intéressé, être donné cours légal et pouvoir libératoire illimité aux billets de la Caisse Centrale sur les territoires de la France d'Outre-Mer où le privilège de l'émission est exercé par un autre établissement.

ART. 4. —

1^o — Les banques d'émission de la France d'Outre-Mer sont autorisées à utiliser en couverture de leurs émissions le solde créditeur de leur compte à la Caisse Centrale.

Sauf autorisation du Commissaire aux Finances, le solde débiteur de leur compte à la Caisse Centrale viendra en déduction de leur faculté d'émission.

2^o — Le Commissaire aux Finances peut limiter le montant de la circulation de chacune de ces banques d'émission. Il peut autoriser les mêmes établissements à suspendre le paiement de tout ou partie des redevances dues par eux sur leur circulation. Il peut également réglementer par arrêté l'emploi de leurs fonds libres.

ART. 5. — Dans les conditions qui seront fixées par voie de conventions ou d'accords entre le Commissaire des Finances et la Caisse Centrale, cet établissement pourra consentir au Trésor Central des crédits pour les besoins de la guerre ou de la reconstruction nationale. Des ordonnances autoriseront le Commissaire aux Finances à passer les dites conventions avec la Caisse Centrale.

ART. 6. —

a) La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer ouvre des comptes aux Trésoreries de chacun des territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, aux banques d'émission de ces territoires et, avec l'autorisation du Commissaire aux Finances, à d'autres établissements publics.

b) Les modalités de fonctionnement de ces comptes, les conditions d'exigibilité et d'emploi de leurs soldes débiteurs ou créditeurs, les taux d'intérêt ou commissions applicables à ces comptes et, s'il y a lieu, les maximums que leurs soldes pourront atteindre sont fixés par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer, avec approbation du Commissaire aux Finances.

c) La banque d'émission de chaque territoire est tenue de mettre à la disposition de la Caisse Centrale en monnaie du territoire sur lequel elle exerce son privilège, la contre-valeur de tout crédit ouvert à son compte, chez la dite Caisse Centrale.

ART. 7. — Les engagements de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer envers les Banques d'émission ou établissements mentionnés à l'article 6 paragraphe a) sont garantis par le Trésor Central du Comité français de la Libération nationale.

ART. 8. —

1^o — Dans les territoires où elle exerce le privilège d'émission, la Caisse Centrale peut faire toutes opérations de crédit qui étaient permises à la Banque, précédemment investie du dit privilège.

2^o — Dans les autres territoires, la Caisse Centrale peut :

ouvrir des crédits aux Banques d'émission, faire dans chaque territoire les opérations de crédit permises à la Banque d'émission du territoire considéré.

3^o — Sur tous les territoires de la France d'Outre-Mer, la Caisse Centrale est autorisée à acheter et à vendre des fonds d'Etat et des valeurs du Trésor, ainsi que toutes obligations garanties par le Trésor.

ART. 9. —

1^o — Le statut des offices des changes exerçant en Algérie et dans les autres territoires d'Outre-Mer placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale les fonctions dévolues à l'Office des Changes et aux Offices Coloniaux des changes par les décrets du 24 avril et du 20 mai 1940 sera fixé par décret.

2^o — En attendant l'intervention de ce décret :

La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer fournira une dotation aux offices des Changes à titre d'avance sans intérêt.

Dans le cadre de cette dotation, la Caisse Centrale approvisionnera les Offices en francs contre devises et en devises contre francs.

La Caisse Centrale suivra les opérations des Offices, leur donnera des directives pour la conduite de leurs opérations et contrôlera l'application des instructions qui leur sont données par les pouvoirs publics.

ART. 10. — Il est créé un fonds de stabilisation des changes de la France d'Outre-Mer, auquel le Trésor et la Caisse Centrale versent l'ensemble de leurs avoirs disponibles en or et en devises. Ce fonds est géré par la Caisse Centrale, conformément aux instructions du Commissaire aux Finances.

ART. 11. —

a) Toute la production d'or des territoires de la France d'Outre-Mer doit être cédée au fonds de stabilisation des changes de la France d'Outre-Mer qui achète l'or au prix et dans les conditions fixés par la Caisse Centrale en accord avec le Commissaire aux Finances.

b) La Caisse Centrale, agissant pour le compte du Fonds de stabilisation peut toutefois autoriser des établissements ou services désignés par elle, en accord avec le Commissaire aux Finances, à acheter ou à vendre tout ou partie de la production d'or d'un ou de plusieurs territoires de la France d'Outre-Mer.

ART. 12. — La Caisse Centrale, peut par décision du Commissaire aux Finances et dans les conditions fixées par lui, exercer les attributions confiées à l'office de compensation en vertu de l'article 1^{er} du décret du 29 novembre 1939.

ART. 13. — Toutes les fois où, en application des articles précédents ou des statuts de la Caisse Cen-

trale de la France d'Outre-Mer, le Commissaire aux Finances est appelé à prendre une décision intéressant un territoire placé sous l'autorité du Commissaire aux Colonies, il doit obtenir l'accord préalable de ce dernier.

ART. 14. — Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables nonobstant toutes dispositions contraires des lois, décrets ou conventions relatifs aux banques d'émission, y compris les dispositions concernant leurs privilèges, ou limitant leurs émissions, soit en valeur relative, soit en valeur absolue.

Lorsqu'elles ne sont pas contraires à la présente ordonnance, les dispositions de ces textes et, notamment, des ordonnances du Comité national n^o 32 du 24 juillet 1942, n^o 40 du 29 janvier 1943, n^o 45 du 2 mars 1943 et n^o 53 du 11 mai 1943, restent en vigueur chacune pour les territoires auxquels elle s'applique.

ART. 15. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 février 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Colonies p. i.,
Commissaire à l'Intérieur p. i.,

François DE MENTHON.

Le commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

STATUTS de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer annexés à l'ordonnance du 2 Février 1944 portant transformation de la Caisse Centrale de la France Libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer.

1^o La Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (ci-après dénommée Caisse Centrale) est organisée dans les conditions fixées par les présents statuts. Elle exerce les droits et remplit les fonctions qui lui sont attribués par l'ordonnance du 2 Février 1944

TITRE I. — Organisation.

2^o Le siège de la Caisse Centrale est fixé à Alger. Il peut être déplacé sur décision du Conseil de Surveillance.

3^o La Caisse Centrale peut, avec l'autorisation du Commissaire aux Finances, ouvrir des agences, ou nommer des représentants, dont les fonctions sont déterminées par elle d'accord avec le Commissaire aux Finances.

4^o La Caisse Centrale a une dotation de 500 millions de francs constituée sur les disponibilités du Trésor du Comité français de la Libération nationale.

5^o La Caisse Centrale est placée sous l'autorité d'un Directeur Général nommé par décret.

Le Directeur général engage valablement la Caisse Centrale. Il nomme le personnel et fixe les conditions de son emploi.

6°) Un Conseil Supérieur de surveillance, composé d'un Président, d'un Vice-Président, et de 10 membres nommés par décret sur la proposition du Commissaire aux Finances et du Commissaire aux Colonies, suit la gestion de la Caisse Centrale.

Le nombre des membres du Conseil Supérieur de surveillance peut être augmenté sans toutefois dépasser 16.

Les membres du Conseil Supérieur sont nommés pour 5 ans et renouvelés chaque année par cinquième.

Les membres dont le mandat devr^{ait} être renouvelé au cours des premières années seront déterminés par voie de tirage au sort.

7°) Le Conseil Supérieur de surveillance se réunit au moins une fois par mois, et en outre, à la demande du Commissaire aux Finances, ou du Directeur Général, ou de trois de ses membres. Le Conseil adopte lui-même le règlement de ses séances et fixe la manière dont ses délibérations sont enregistrées. Le mandat des membres du conseil de surveillance est gratuit.

8°) Le Conseil Supérieur de surveillance doit, obligatoirement, approuver toute décision sur les objets suivants :

a) conventions à passer avec le Comité français de la Libération nationale ou avec toute autre autorité publique,

b) prise en charge ou émission de billets de banque en application de l'article 3, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 Février 1944.

c) approbation des arrêtés de comptes prévus par l'article 3, alinéa 2 de l'ordonnance du 2 Février 1944.

d) fixation du taux d'intérêt des dépôts (art. 6 de l'ordonnance du 2 Février 1944).

e) conditions dans lesquelles la Caisse effectuera les opérations prévues à l'article 6 de l'ordonnance du 2 Février 1944.

f) conditions dans lesquelles la caisse effectuera les opérations prévues à l'article 8 de l'ordonnance du 2 Février 1944.

g) fixation du budget de la Caisse et des traitements du personnel.

h) situation mensuelle de la Caisse publiée au Journal Officiel ; arrêtés annuels des comptes de la Caisse, constitution des réserves et provisions.

i) création ou suppression d'agences.

j) achat et vente d'immeubles.

k) transactions et compromis sur les intérêts de la Caisse.

9°) Le conseil supérieur de surveillance nomme, parmi ses membres, un comité permanent de contrôle, composé de trois membres qui vérifie de façon constante la régularité matérielle des opérations de la Caisse et établit un rapport sur les comptes et le bilan de la caisse.

10°) La Caisse Centrale ne répartit aucun bénéfice. Le solde créditeur du compte de profits et pertes est après amortissements, affecté à la constitution d'un fonds de réserve.

Titre II — Opérations

11°) Les opérations que la Caisse Centrale peut effectuer sont définies dans l'ordonnance du 2 février 1944.

En outre, la Caisse Centrale veille à la meilleure utilisation des encaisses du Trésor et prend, en accord avec

le Commissaire aux Finances, toutes les mesures nécessaires pour faciliter les mouvements de fonds entre les territoires de la France d'Outre-Mer.

12°) Les billets de la Caisse Centrale sont émis en contre-partie de billets des banques d'émission exerçant précédemment le privilège d'émission dans les territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale retirés de la circulation, ou d'actifs dont l'utilisation comme couverture monétaire aura été approuvée par le conseil des censeurs et par le Commissaire aux Finances.

13°) La Caisse Centrale tient ses comptes en francs. Elle peut être autorisée par le Commissaire aux Finances à ouvrir des comptes en devises étrangères aux Banques d'émission et aux offices des changes.

14°) La caisse centrale ne peut prendre de participation dans aucune entreprise financière ou industrielle.

Service de la jeunesse et des sports

ORDONNANCE du 5 février 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à l'Intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant statut provisoire des groupements sportifs et de jeunesse;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le « Service de la Jeunesse et des Sports » créé au Commissariat à l'Intérieur par l'article 5 de l'ordonnance du 2 octobre 1943, est rattaché au Commissariat à l'Education nationale qui prendra désormais le nom de « Commissariat à l'Education nationale et à la Jeunesse ».

ART. 2. — Le Commissaire à l'Education nationale et à la Jeunesse exercera dorénavant les attributions dévolues au Commissaire à l'Intérieur par l'ordonnance susvisée du 2 octobre 1943.

ART. 3. — Le Commissaire à l'Intérieur est chargé d'assurer la liaison entre le Commissariat à l'Education nationale et les Organisations de Jeunesse des départements occupés. Il est chargé en particulier d'orienter l'activité de celles qui se sont développées dans le cadre de la Résistance.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 5 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à l'Education nationale,

René CAPITANT.

Le Commissaire à l'Intérieur p. l.,

Commissaire aux Colonies p. l.,

François DE MENTION.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Marchandises d'importation

ARRETE No 653 SE. du 29 février 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du département des colonies;

Vu l'arrêté no 945 SE. du 15 mars 1941 fixant les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance des autorisations d'importation de marchandises soumises par les pays exportateurs à des mesures de contingentement;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous les produits et les textes subséquents qui l'ont modifiée, validée par ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu l'arrêté no 2.785 SE. du 3 août 1943 portant organisation provisoire du commerce extérieur en temps de guerre;

Vu l'arrêté no 3.804 bis SE. du 31 octobre 1943, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du commerce extérieur et destinées à être commercialisées;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté no 3.804 bis S. E. du 31 octobre 1943 susvisé est complété comme suit :

« Toutefois les coopératives de consommation européenne ou indigène pourront être admises par décision de l'autorité administrative compétente à recevoir, sans qu'il soit besoin de faire preuve d'antériorités des attributions directes en ce qui concerne les denrées rationnées ou contingentées de première nécessité indiquées ci-après :

sucré
lait de conserve
pâtes alimentaires
riz ou céréales de remplacement
mil et fonio
maïs

« Les quantités attribuées dans ces conditions seront éventuellement calculées en fonction du nombre d'adhérents, de la coopérative intéressée et de la ration mensuelle concernant la denrée considérée. Pour les denrées donnant lieu à inscription chez un commerçant, la coopérative intéressée ne recevra cependant que les quantités correspondantes aux rations des consommateurs dont elle aura reçu l'inscription.

« Les autorités administratives pourront également faire effectuer des attributions directes des denrées mentionnées ci-dessus aux Sociétés de Prévoyance ou à leur fonds commun, dans le cas où une telle mesure serait de nature à exercer une influence favorable sur le développement de la production. »

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément à la loi du 14 Mars 1942 susvisée.

ART. 3. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar, le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 février 1944.

P. CURNARIE.

Régime des prix

ARRETE No 683 S. J. du 4 mars 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 et actes modificatifs, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat aux colonies; 1^o la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires, aux besoins de ces territoires; 2^o la réglementation des prix (validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943);

Vu l'arrêté no 3109/F. du 30 août 1943 rattachant le service du contrôle des prix et stocks à la direction générale des finances;

Vu l'arrêté no 3215/F. du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix;

Sur la proposition du directeur du service central du contrôle des prix et stocks de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour permettre la constatation des infractions à la loi du 14 Mars 1942 en ce qui concerne la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées, tout commerçant ayant boutique ou non, à l'exception des commerçants patentés de 6^{me} et 7^{me} classes, devra, à partir du 1^{er} Mai 1944, tenir obligatoirement un livre de magasin écrit en Français et à l'encre.

ART. 2. — Ce livre auxiliaire coté, paraphé et visé soit par le Président du Tribunal ou le Juge qu'il désignera, soit par le Juge de paix à compétence étendue comportera les renseignements suivants :

Entrées :

Numéros et dates des factures;
Nom et adresse du fournisseur;
Dénomination de la marchandise, prix unitaire, quantité, montant de la facture (pour les marchandises de toutes provenances).

Sorties :

a) Gros et demi-gros;
Numéros et dates des factures;
Nom et adresse de l'acheteur;
Dénomination de la marchandise, prix unitaire et quantité.
b) Détail (pour les articles textiles seulement);
Dénomination de la marchandise, prix unitaire et quantité dans chaque qualité.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 Mars 1942.

ART. 4. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Gouverneur des Colonies, Administrateur de la Circonscription de Dakar et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 Mars 1944.

P. COURNARIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Agence spéciale

ARRETE N° 604 F. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires coloniaux modifié et complété par les décrets des 11 juillet 1936 et 23 juillet 1937;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié notamment les décrets des 30 décembre 1920 et 13 août 1925;

Vu les instructions et commentaires du 22 février 1928 sur le fonctionnement des agences spéciales;

Vu l'arrêté n° 733 APA. du 19 décembre 1942 portant constitution du cercle de Sansanné-Mango et créant la subdivision de Dapango;

Vu les nécessités du service;

Vu la dépêche n° 2307 R./D. du 31 mars 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de la République au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Dapango, subdivision dépendant du Cercle de Sansanné-Mango, une agence spéciale placée sous le contrôle direct du chef de subdivision et dont l'encaisse maxima est fixée à 250.000 francs.

ART. 2. — Cette agence sera chargée du recouvrement des impôts et taxes diverses et du paiement des dépenses de personnel et de matériel de la dite subdivision.

ART. 3. — Les comptabilités de l'agence spéciale de Dapango seront adressées mensuellement par le Chef de subdivision à l'ordonnateur pour régularisation.

ART. 4. — Les autorisations de dépenses sur les divers budgets seront données à l'Agent spécial par le Bureau des Finances sur les crédits mis à la disposition du Chef de la subdivision de Dapango.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943

A. MERCADIER

Approbation ministérielle notifiée par Télégramme-lettre n° 2791 F. 2/A en date du 16 mars 1944 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire.

Indemnité

ARRETE N° 605 F. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 20 janvier 1935 complété par celui du 25 août 1935 relatif aux règles de cumul en matières d'indemnités;

Vu le décret du 17 avril 1936 réglementant l'attribution des remises à certains personnels coloniaux;

Vu le décret du 11 juillet 1936 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 23 juillet 1937 complétant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Vu la dépêche ministérielle n° 30/116 du 2 juillet 1937 relative aux accessoires de solde du personnel colonial;

Vu la dépêche ministérielle n° 160 2/s. du 13 mai 1938 relative aux indemnités de responsabilité au Togo;

Vu l'arrêté n° 409 du 16 juillet 1938 déterminant les indemnités de responsabilité pouvant être allouées au personnel en service au Togo en exécution du décret du 11 juillet 1936;

Vu l'arrêté n° 733 A/P. du 19 décembre 1942 portant création de la subdivision de Dapango dans le cercle de Sansanné-Mango;

Vu l'arrêté n° 604/F. du 13 novembre 1943 portant création d'une agence spéciale à Dapango;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau N° 1 des indemnités de responsabilité de caisses pouvant être allouées aux agents spéciaux, annexé à l'arrêté N° 409 du 16 juillet 1938, est complété comme suit :

DÉSIGNATION	Maximum de l'encaisse	Pourcentage	Taux annuel
Agent spécial de Dapango . .	250.000	0,60 %	1.500

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1944 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943

A. MERCADIER

Approbation ministérielle notifiée par Télégramme-lettre n° 2791 F. 2/A en date du 16 mars 1944 du Gouverneur Général, Haut-Commissaire.

Gardes-Cercles

ARRETE N° 132 B. M. du 10 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

Vu l'arrêté n° 650 B. M. du 29 novembre 1943 fixant la répartition des effectifs des gardes cercles du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté N° 650 B. M. du 29 novembre 1943 susvisé est abrogé.

ART. 2. — La répartition et les effectifs des gardes-Cercles du Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1944 :

Subdivision de Mango	30, gradés compris	
— Sokodé	40, gradés compris (dont 10 à la disposition du Commandant de cercle pour être envoyés dans les subdivisions qui pourraient en avoir momentanément besoin).	
Subdivision de Lama-Kara	10, gradés compris	
— Bassari	30, —	
— Palimé	20, —	
— Atakpamé	50, gradés compris (les effectifs des gardes de la Subdivision sont diminués de 44 à 40 ; 10 gardes seront à la disposition du Commandant de Cercle pour être envoyés où besoin sera).	
Subdivision de Lomé	65, gradés compris	
— Tsévié	20 —	
Cercle d'Anécho	40 —	
Dépôt de Lomé	55 —	

ART. 3. — Le Commandant des Forces de Police est chargé de l'application stricte des dispositions ci-dessus.

ART. 4. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} avril 1944 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1944

*Pour le Commissaire de la République au Togo,
L'inspecteur des Affaires administratives
chargé de l'expédition des Affaires courantes
et urgentes,*

H. GAUDILLOT

Enseignement

N° 136 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du 16 mars 1944.

Une école régionale à une classe est ouverte à Bassari.

**Protection des mineurs
séparés de leurs parents en temps d'hostilités**

ARRETE N° 139 A. P. A. du 17 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'ordonnance du 16 novembre 1943 organisant la protection des mineurs séparés de leurs parents ou tuteurs par suite des événements de guerre, promulguée par arrêté local n° 721 Cab. du 30 décembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition du Conseil de protection des mineurs séparés de leurs parents ou tuteurs par suite des événements de guerre est fixée comme suit :

Le Chef du Service de Santé, Délégué de la Croix Rouge Française	Président
La Présidente du Comité local de la Croix-Rouge Française	Membres
Le Chef du Service de l'Enseignement	
Le Vicaire apostolique de Lomé	
Le Directeur du Synode commun de la Société des Missions Evangéliques de Paris et de la Mission Wesleyenne.	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mars 1944

*Pour Le Commissaire de la République au Togo
L'Inspecteur des Affaires administratives
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes*

H. GAUDILLOT

Personnel**Examen professionnel
des commis d'administration**

ARRETE N° 144 P. du 20 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n° 567 P. du 26 octobre 1943 fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel prévu par l'article 9 de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, pour le passage des commis d'Administration principaux de 4^{ème} classe au grade de commis d'Administration principaux de 3^{ème} classe, aura lieu à Lomé,

en principe chaque année, à une date fixée par le Commissaire de la République devant une commission composée ainsi qu'il suit :

Président :

L'Inspecteur des Affaires Administratives, ou à défaut, un Administrateur des Colonies.

Membres :

Le Chef du Bureau du Personnel, ou à défaut, un administrateur-adjoint ou un agent des Services Civils des Colonies;

Un instituteur européen;

Deux commis d'Administration principaux plus gradés que les candidats.

ART. 2. — Ne sont autorisés à se présenter à cet examen que les commis d'Administration principaux de 4^{ème} classe qui en font la demande au moins un mois avant la date fixée pour l'examen.

ART. 3. — Les épreuves de l'examen comprennent :

A) EPREUVES ÉCRITES :

1^{re} Rédaction d'un projet de lettre, d'un projet de décision, d'un rapport, d'un compte-rendu (des documents servant d'éléments d'information peuvent être mis à la disposition du candidat) — Coefficient 2 — Durée 2 heures

2^{re} Composition de législation (Textes généraux promulgués au Togo, textes locaux principaux) — Coefficient 3 — Durée 2 heures 30.

B) EPREUVES ORALES :

1^{re} Commentaire d'un texte administratif (décret, arrêté, circulaire, instruction) suivi d'un exercice d'application. — Durée 45 minutes.

2^{re} Commentaire d'un document administratif (inventaire, pièce de comptabilité, contract, budget, etc.). Durée 20 minutes.

Une demi heure de préparation est accordée aux candidats pour ces deux épreuves.

C) EPREUVES PRATIQUES :

1^{re} Dactylographie — Epreuve de vitesse et d'exactitude — Dictée ou copie d'un texte de 60 lignes. Coefficient 4.

2^{re} Dactylographie — Epreuve de présentation. Composition de reproduction d'un état sur grand chariot. Coefficient 4.

Les épreuves sont notées de 0 à 20, la note 5 est éliminatoire, une moyenne générale de 12 points est exigée pour l'admissibilité définitive.

ART. 4. — Les sujets des épreuves sont choisis par le Commissaire de la République. Ils sont adressés sous plis cachetés et scellés au Président de la commission la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le Président de la commission, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées.

ART. 5. — Les compositions écrites sont faites sur des feuilles de papier fournies par l'Administration.

Le Président prévient les candidats qu'ils ne doivent pas signer leurs compositions, mais indiquer leurs

noms et prénoms à l'angle gauche de chaque feuille qui sera cacheté. L'onglet recouvrant ces indications ne sera enlevé qu'après la notation définitive des épreuves. L'inobservation de ces prescriptions entraîne l'exclusion de l'examen.

ART. 6. — Les épreuves ont lieu en deux séances, la première le matin de 7 heures 30 à midi, la seconde l'après-midi, entre 14 heures et 17 heures.

La première séance est consacrée aux épreuves écrites, la seconde aux épreuves orales et pratiques.

ART. 7. — Les épreuves sont corrigées par la commission prévue à l'article premier du présent arrêté.

ART. 8. — Après la correction des épreuves, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et fait parvenir au Commissaire de la République le dossier complet de l'examen ainsi que ses propositions.

Le classement définitif des candidats admis est effectué par le Commissaire de la République et la liste des agents à avancer est adressée à la commission de classement du personnel indigène prévue à l'article 10 de l'arrêté du 24 mars 1934 pour inscription au tableau d'avancement.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1944

J. NOUTARY

Examen professionnel des moniteurs agricoles

ARRETE No 145 p. du 20 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf, et les textes modificatifs notamment l'arrêté no 562 r./Pel du 2 octobre 1942;

Vu l'arrêté no 567 p. du 26 octobre 1943 fixant les soldes du personnel indigène des cadres locaux du territoire du Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel prévu à l'article 4 paragraphe 2 de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, auquel doivent satisfaire les moniteurs agricoles du cadre local subalterne pour accéder au cadre local supérieur des agents de l'Agriculture aura lieu à Lomé, en principe chaque année, à une date fixée par le Commissaire de la République devant une commission composée ainsi qu'il suit :

Président :

Le Chef du Service de l'Agriculture.

Membres :

Un Administrateur-Adjoint ou un agent des services Civils des Colonies ;

Un fonctionnaire du cadre général des Services Techniques et scientifiques de l'Agriculture dans les

colonies autres que l'Indochine, ou à défaut, un agent du cadre des conducteurs des Travaux Agricoles de l'A. O. F. ou du Togo, désigné par le Commissaire de la République ;

Un instituteur du personnel européen de l'Enseignement, désigné par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Ne peuvent être admis à concourir que les moniteurs-auxiliaires de 1^{re} classe et les moniteurs de toutes classes ayant au moins neuf années de service.

Toutefois les moniteurs pourvus du certificat de fin d'études primaires supérieures délivré par le Service de l'Enseignement du Togo ou du Dahomey ou d'un diplôme de niveau équivalent, sont admis à concourir après cinq ans de services effectifs dans le cadre des moniteurs agricoles, stage compris, exception faite des périodes supplémentaires.

ART. 3. — Les épreuves de l'examen comprennent :

a) EPREUVES ÉCRITES :

- 1°) Composition française servant d'épreuve d'orthographe. — Durée 1 h. 30.
- 2°) Compte-rendu à une autorité administrative sur un sujet se rapportant à l'agriculture générale, à l'étude agricole d'une région, à l'essai d'une culture. — Durée 2 heures.

b) EPREUVES ORALES :

- 1°) Interrogation de calcul-Arithmétique-Système métrique-Géométrie et arpentage. — Durée 10 minutes.
- 2°) Interrogation sur les sciences se rapportant à l'agriculture. — Durée 15 minutes.
- 3°) Interrogation sur les cultures coloniales. — Durée 10 minutes.

c) EPREUVES PRATIQUES :

Façons culturales : confection de planches, labours, binages, semis, bouturages, marcottages. — Durée 30 minutes.

ART. 4. — Les sujets des épreuves écrites et pratiques sont choisis, à raison de trois questions par matière sur le programme annexé au présent arrêté, par le Chef du service de l'Agriculture et enfermés dans une enveloppe cachetée qui porte la mention des épreuves. Ce pli est adressé au Commissaire de la République 8 jours avant la date fixée pour l'examen.

Les sujets des épreuves sont arrêtés par le Commissaire de la République.

Les épreuves sont placées sous enveloppes scellées à raison d'une enveloppe par séance et adressées sous un pli cacheté au Président de la commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le Président de la commission, en présence des candidats et des membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées.

ART. 5. — Les épreuves ont lieu en deux séances, la première le matin, la seconde l'après-midi.

La première séance est consacrée aux épreuves écrites, la seconde aux épreuves orales et pratiques

ART. 6. — Il est interdit aux candidats d'avoir recours à des livres ou à des notes quelconques.

Toute fraude entraîne immédiatement l'exclusion de l'examen.

ART. 7. — Il est attribué à chacune des épreuves une valeur numérique exprimée par des chiffres variant de 0 à 20 et ayant la signification suivante :

0	équivalant	.....	Nul
1, 2	—	.....	Très mal
3, 4, 5	—	.....	Mal
6, 7, 8	—	.....	Médiocre
9, 10, 11	—	.....	Passable
12, 13, 14	—	.....	Assez bien
15, 16, 17	—	.....	Bien
18, 19	—	.....	Très bien
20	—	.....	Parfait.

La note 0 est éliminatoire.

ART. 8. — A l'issue de l'examen, le Président de la commission adresse au Commissaire de la République le dossier complet de l'examen accompagné d'un rapport sur le résultat des épreuves, ainsi que ses propositions.

ART. 9. — L'admission définitive est prononcée par le Commissaire de la République dans la limite du nombre des places mises au concours.

ART. 10. — Les candidats admis sont nommés dans le cadre des agents de l'Agriculture au grade d'agent de 5^{me} classe.

Ils conserveront à titre personnel le bénéfice de leur solde, si elle est plus élevée que celle afférente à leur nouveau grade, jusqu'au moment où les avancements obtenus leur donneront droit à un traitement supérieur.

ART. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1944.

J. NOUTARY

ANNEXE

Programme comportant le détail des matières sur lesquelles doivent porter les épreuves de l'examen professionnel.

AGRICULTURE GÉNÉRALE

La plante

MULTIPLICATION DES VÉGÉTAUX

I. — Reproduction par graines

Choix des semences.

Diverses sortes de semis.

Pépinières. Définition et but.

Conditions que doit remplir une bonne pépinière.

Etablissement d'une pépinière.

Mise en place.

II. — Reproduction par morceaux de tiges ou de racines

Drageonnage.

Division de touffe.

Bouturage.

Marcottage.

Greffage.

Le sol**ETUDE DU SOL**

Terre arable — Terre végétale — Sous-sol.
Composition du sol.

AMÉLIORATION DU SOL — OPÉRATIONS CULTURALES

Amendements — Irrigation — Drainage.

Les opérations culturales.

Défrichement.

Labours.

Désherbage.

Binage.

Récolte — Conservation des produits récoltés.

LA NOURRITURE DE LA PLANTE

Jachère.

Engrais verts.

Assolement.

Association des cultures.

Les engrais.

Le fumier.

Le compost.

Parcage.

Engrais divers.

Engrais chimiques

AGRICULTURE SPÉCIALE

Etude des principales cultures tropicales suivantes:

I. — Plantes alimentaires :

a) *Céréales* — Riz, maïs, mil.

b) *Plantes féculentes* — Manioc, igname, etc...

c) *Légumes*.

d) *Fruits* — Agrumes, bananiers et tous fruits cultivés au Togo.

e) *Plantes alimentaires stimulantes* — Le caféier.
— Le cacaoyer.

f) *Epices, condiments*.

II. — Plantes oléifères :

Le cocotier.

L'arachide.

Le palmier à huile.

Le ricin.

Le karité.

III. — Plantes textiles :

Le coton.

Le kapok.

Textiles divers.

IV. — Plantes à caoutchouc :

L'hévéa.

Le céara.

Les lianes.

V. — Plantes médicinales :

Les quinquinas.

Le colatier.

SCIENCES SE RAPPORTANT A L'AGRICULTURE

BOTANIQUE

I. — FONCTION DE LA PLANTE**1) Fonctions de nutrition.**

La racine — Formes.

La tige — Forme.

Tiges souterraines.

Structure du tronc d'un arbre.

Les feuilles — Respiration, transpiration.

Analyse, disposition sur la tige, principales formes.

Circulation de la Sève.

2) Fonctions de reproduction.

Analyse de la fleur.

Plantes monoïques, dioïques, polygames.

Fécondation de la fleur.

Fruits et graines : Fruits déhiscentes et indéhiscentes.

Analyse de la graine.

II. — PRINCIPALES FAMILLES DE PLANTES

Classement des plantes.

Principales familles auxquelles appartiennent les plantes les plus importantes des pays chauds.

Entomologie et Phytopathologie

Principales maladies des arbres, arbustes et plantes tropicales à produits industriels et de consommation, insectes parasites et cryptogames, soins à donner.

Génie rural

Notions sommaires sur les principales machines agricoles de préparation des terres, de récolte et de préparation des produits.

Technologie agricole

Notions sur la transformation des principaux produits agricoles exportés des pays tropicaux.

Arithmétique

Les quatre opérations.

Fractions : Addition, soustraction, multiplication, division.

Nombres complexes.

Règle de 3.

Tant pour cent.

Système métrique

Les longueurs — Mesures effectives.

Les capacités — Mesures effectives.

Mesures de surface — Mesures agraires.

Mesures de volume — Numération des volumes.

Le stère.

Mesures de poids — Numération des poids.

Géométrie

Les lignes.

Les angles.

Le carré — Périmètre — Calcul du côté.

Le rectangle — Calcul d'une des dimensions.

Surface du carré et du rectangle.

Le parallélogramme.

Le triangle — Surface — Calcul d'une des dimensions.

Le losange.

Le trapèze — ses formes.

Le cube — sa surface, son volume.

Le parallélépipède — sa surface — son volume.

La circonférence — cercle.

Tangentes, Sécantes, arcs.

Degrés de la circonférence.

Longueur.

Calcul du rayon.

Surface du cercle.

Le cylindre droit — sa surface — son volume.

DECISION N° 125 P. du 20 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf, et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 145 du 20 mars 1944 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel imposé aux moniteurs agricoles du cadre local subalterne pour l'accession au cadre local supérieur des agents d'agriculture du Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen professionnel prévu à l'article 4, paragraphe 2 de l'arrêté du 24 mars 1934 susvisé, permettant l'accession dans le cadre local supérieur de l'Agriculture des moniteurs agricoles du cadre local du Togo aura lieu à Lomé le 15 Juin 1944.

ART. 2. — Le nombre de places mises au concours est fixé à cinq.

ART. 3. — Sont autorisés à concourir les moniteurs-auxiliaires de 1^{re} classe et les moniteurs de toutes classes ayant au moins neuf années de service.

Toutefois, les moniteurs pourvus du certificat de fin d'études primaires supérieures délivré par le Service de l'Enseignement du Togo ou du Dahomey ou d'un diplôme de niveau équivalent, sont admis à concourir après cinq ans de services effectifs dans le cadre des moniteurs agricoles, stage compris, exception faite des périodes supplémentaires.

ART. 4. — Les demandes de candidature doivent être adressées par la voie hiérarchique au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 1^{er} Juin 1944, date de la clôture des inscriptions, accompagnées d'un relevé des services des intéressés et d'une copie de leur diplôme.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mars 1944

J. NOUTARY

Caoutchouc

N° 146 AE/1 — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du 21 mars 1944,

La date de fermeture de la campagne de saignée des plantes à caoutchouc est fixée au 31 mars 1944 pour la Subdivision d'Atakpamé.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des P.T.T.

Viande de boucherie**ARRETE N° 147 A. E. du 22 mars 1944.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur la réglementation des prix et tous textes ultérieurs la complétant ou la modifiant;

Vu le procès-verbal en date du 14 mars 1944 de la commission des prix;

Vu les arrêtés 433 cps. du 12 août 1943 et 541 cps. du 9 octobre 1943 relatifs aux prix de la viande et du bétail sur pied;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix maxima de vente de la viande de boucherie à Lomé demeurent ceux fixés par les arrêtés 433 et 541 susvisés.

Par contre est supprimée la taxation prévue par ces arrêtés pour le kilogramme vif du bœuf, mouton et porc sur pied.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1944

J. NOUTARY

Assistances sociales**Villages de ségrégation****DECISION N° 126 F. du 22 mars 1944.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938, portant réglementation des villages de ségrégation de lépreux;

Vu la décision n° 1 du 1^{er} janvier 1942 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation, modifiée par décision n° 471 F. du 2 juillet 1942;

Vu l'avis des commandants de cercle du centre et de Sokodé;

Vu les prévisions budgétaires;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des allocations attribuées aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation sont fixés comme suit pour l'année 1944 :

CERCLE DU CENTRE :**Village d'Akata-Djokpé**

Chef de village 300 frs. p. mois

Secrétaire aide-infirmier 200 frs. p. mois

CERCLE DE SOKODÉ**Village de Kolowaré**

Chef de village 200 frs. p. mois

Secrétaire 100 frs. p. mois

CATÉGORIES	CERCLES	VILLAGES	TAUX MENSUEL
A) Hommes, femmes et enfants, sans mutilation et susceptibles de travailler normalement, et hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	50
B) Grands malades et vieillards	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	70
C) Grands malades, totalement impotents.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	100

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 25 Janvier 1938, les lépreux sont classés dans les catégories susvisées par décision du Commandant de cercle sur la proposition de la commission de surveillance et après avis du médecin, chef de la subdivision sanitaire.

ART. 3. — Par application des dispositions de l'arrêté n° 359 du 11 Juin 1942 sont exemptées de l'arrondissement au franc voisin les allocations aux lépreux.

ART. 4. — Le montant de ces allocations sera imputé à la rubrique prévue au chapitre XIII du budget local pour la lutte contre les maladies endémo-épidémiques et sociales.

ART. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1944

J. NOUTARY

Véhicules automobiles

ADDITIF à la décision N° 604 TP du 30 Septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.

ARTICLE PREMIER. —

3^{ème} PARAGRAPHE. — *Véhicules indispensables aux Services des administrations publiques.*

Tous les véhicules appartenant à l'administration et ...

Ajouter : 1224 Peugeot (4 places) Pierron René.
Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Nomination

Par décret en date du :

7 mars 1944 — M. Henri François, Gaudillot, administrateur en Chef des Colonies, est nommé Secrétaire général du Togo, poste vacant.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Mutations

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 11 Mars 1944 — M. Albert Camille, contrôleur principal des Eaux et Forêts de l'A. E. F. en service au Togo est mis à la disposition du Gouverneur de la Côte d'Ivoire.

M. Villedon de Naide Marc, contrôleur avant 18 mois du cadre commun supérieur des Eaux et Forêts de l'A. O. F., en service en Côte d'Ivoire, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

Les présentes mutations auront effet à compter de la date de la mise en route des intéressés sur leur nouvelle affectations.

Tableau d'avancement

Par arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. du 18 février 1944, sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1944 :

CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE.

A — Cadre des médecins auxiliaires.

Pour médecin auxiliaire principal de 2^{ème} classe

M. Johnson Samuel, médecin auxiliaire principal de 3^{ème} classe;

Pour médecin auxiliaire de 2^{ème} classe :

M. Gagli Kodjo;

M. Devo Mensah;

médecins auxiliaires de 3^{ème} classe.

C — Cadre des sages-femmes auxiliaires.

Pour sage-femme auxiliaire principale de 4^{ème} classe :

Mmes Maboudou Victorine;
Amorin, née Tèvi;

sages-femmes auxiliaires de 1^{ère} classe.

Pour sage-femme auxiliaire de 1^{ère} classe :

Mme Ségla Anna, sage-femme auxiliaire de 2^{ème} classe.

Pour sage-femme auxiliaire de 2^{ème} classe :

M^{lle} Lawson Sophie, sage-femme auxiliaire de 3^{ème} classe.

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A. O. F. du 18 février 1944, sont promus à compter du 1^{er} janvier 1944 :

CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE

I — Cadre des médecins auxiliaires.

Au grade de médecin auxiliaire principal de 2^{ème} classe

M. Johnson Samuel, médecin auxiliaire principal de 3^{ème} classe.

Au grade de médecin auxiliaire de 2^{ème} classe :

M. Gagli Kodjo, 2^{ème} tour choix

M. Devo. Mensah, 1^{er} tour choix

médecins auxiliaires de 3^{ème} classe.

III — Cadre des sages-femmes auxiliaires

Au grade de sage-femme auxiliaire principale de 4^{ème} classe :

Mmes. Maboudou Victorine ;
Amorin, née Tèvi,
sages-femmes auxiliaires de 1^{ère} classe.

Au grade de sage-femme auxiliaire de 1^{ère} classe :

Mme Ségla Anna, 1^{er} tour choix ;
sage-femme auxiliaire de 2^{ème} classe

Au grade de sage-femme auxiliaire de 2^{ème} classe :

M^{lle} Lawson Sophie, 1^{er} tour choix ;
sage-femme auxiliaire de 3^{ème} classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Affectation**

Par décision n° 121 P. du :

17 Mars 1944. — Le Pharmacien Capitaine Busson Félix, arrivé au Territoire le 1^{er} Mars 1944, remplira les fonctions de Comptable gestionnaire de la Pharmacie d'Approvisionnement du Togo, de Directeur de la Pharmacie de Détail de Lomé et du Laboratoire de Chimie, d'Inspecteur des Pharmacies, en remplacement du Pharmacien Lieutenant Mialet rapatriable.

La présente décision aura son effet pour compter du 13 Mars 1944, jour de prise de service de l'intéressé.

PERSONNEL INDIGÈNE**Promotion**

Par arrêté n° 140 P. du :

17 Mars 1944. — Est promu pour compter du 1^{er} Janvier 1944 au grade de commis principal de 2^{ème} classe des P. T. T. M. Boccovi Ambroise, Commis principal de 3^{ème} classe des P. T. T.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 142 P. du :

18 Mars 1944. — Le moniteur-auxiliaire de 5^{ème} classe stagiaire de l'Agriculture, Lawson Jean, en service à Sokodé est, et ce jusqu'à arrêt du Tribunal Colonial d'Appel, suspendu de ses fonctions pour compter du 19 Février 1944, date à laquelle il a été condamné à trois ans de prison et l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public par le jugement n° 4 rendu par le Tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

Par arrêté n° 148 P. du :

22 Mars 1944. — Le moniteur-auxiliaire de 5^{ème} classe stagiaire de l'Agriculture, Agbekponou Kodjo Jérôme, en service au cercle de Lomé, prévenu de corruption passive est, et ce jusqu'à jugement à intervenir, suspendu de ses fonctions pour compter du 15 Mars 1944.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégagé de tous accessoires de solde.

Agents auxiliaires**Reclassement**

Par décision n° 120 P. du :

16 Mars 1944. — L'aide-commis-expéditionnaire auxiliaire (Echelle 2 Echelon 3) Sanvee Georges, en service à la subdivision des T. P. du sud est reclassé à l'échelon 5 de l'échelle 2 pour compter du 1^{er} Janvier 1944.

Il conserve à cette date dans son emploi une ancienneté civile de 1 an 11 mois 13 jours.

Forces de police

Par arrêté n° 141 B. M. du :

17 Mars 1944. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire :

à compter du 1^{er} Mars 1944 :

Egake Aissa, Stag. Cat. B. Mle 987/B. T. de la 1^{ère} Cie de Milice

Aso Baka, Stag. Cat. B. Mle 1085/B. T. de la 1^{ère} Cie de Milice

« pour tentative de vol »

Koffi, stagiaire Cat. B. Mle 1114/B. T. de la 1^{ère} Cie de Milice

« pour inaptitude physique »
à compter du 1^{er} Avril 1944 :

Houngnibo Victor, mil. 1^{re} classe, Mle 888/A. D. de la 2^e Cie de Milice

« pour fin de contrat »

Le Caporal Assogba II, Mle 769/A. D. de la 1^{re} Compagnie de Milice est cassé de son grade et remis milicien de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} Mars 1944, pour faute grave en service.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 Août 1934 sont accordés aux miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 143 B. M. du :

19 Mars 1944. — Sont licenciés pour mauvaise manière habituelle de servir et rayés des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} Avril 1944 les gardes dont les noms suivent :

Sando Herman, garde de 2^e cl. Mle. 1294, du peloton de Sokodé

Arafa Essa, garde de 2^e cl. Mle. 1430, du peloton de Sokodé.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 Août 1934 sont accordés aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS

Commission

Par arrêté : N° 137 P du :

16 mars 1944. — Les épreuves du concours prévu à l'article 6 du décret du 10 Juillet 1920 pour l'admission au stage de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer des adjoints principaux et adjoints des Services Civils des Colonies et des commis principaux des Secrétariats Généraux auront lieu à Lomé dans la salle de conférence du Commissariat de la République, les lundi 3 et mardi 4 Avril 1944, de 7 heures à 12 heures.

La commission prévue à l'article 9 de l'arrêté du 9 Août 1930 est composée ainsi qu'il suit :

M. M. Gaudillot administrateur en chef des Colonies,
Inspecteur des affaires Administratives *Président*,
Pic, administrateur de 1^{ère} classe des colonies,
Roche, administrateur de 2^{ème} classe des colonies

Membres

Enseignement

RECTIFICATIF au J. O. du Togo du 1^{er} Février 1944

Certificat d'études primaires élémentaires

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

Au lieu de :

62

Kpédékpo Céphas, école de la mission catholique d'Atakpamé

Lire :

62

Kpédékpo Céphas, école de la mission protestante d'Atakpamé.

Expulsion

Par arrêté n° 138 A.P.A. du :

16 mars 1944. — Il est enjoint à la nommée Kokouvi, Christine, Afiavi, née à Grand-Popo (Dahomey), fille de Kokouvi Léon et de Kpamessi, âgée de 38 ans environ, de quitter le Territoire du Togo, dans un délai de huit jours, à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du chef du service de la Sûreté du Togo.

Il lui est interdit de reparaitre sur toute l'étendue du Territoire du Togo.

Personnel

Examen professionnel des commis d'administration

Par décision n° 133 P du :

24 mars 1944. — La date de l'examen professionnel imposé aux commis d'Administration principaux de 4^{ème} classe pour le passage au grade de commis d'Administration principaux de 3^{ème} classe est fixée pour l'année 1944 au 1^{er} Juin prochain.

Les conditions et le programme de l'examen sont ceux fixés par l'arrêté n° 144 P. du 20 mars 1944.

Les demandes de candidature doivent être adressées au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 1^{er} mai 1944, date de la clôture des inscriptions.

Résidence obligatoire

Par arrêté : n° 135 A.P.A. du :

16 mars 1944. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le Cercle de Sokodé, pendant une durée de trois ans, pour compter du 19 mars 1944, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Euphrasim Fiawo, âgé de 29 ans environ, né à Assahoun (Cercle de Lomé), fils de feu Fiawo et de feu Komlankpoé, acheteur de produits, domicilié à Tsévié (Cercle de Lomé), détenu à la prison de Tsévié, condamné à trois ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 26 mars 1943 du tribunal du premier degré de Tsévié.

Textes publiés à titre d'information

Association régionale des anciens combattants et victimes de la guerre

Liste des candidats élus au mandat de membre du conseil d'administration

Papa Seck, instituteur à Ziguinchor (Sénégal)	24 voix
Diakhate Ibrahima, employé à Rufisque (Circonscription de Dakar)	17 voix
Diop Ismael, comptable à Dakar	15 voix
Nicou Louis, secrétaire général à la mairie de Dakar	14 voix
Bayé Joseph Samuel, entrepreneur à Dakar	14 voix
Sy Demba, contrôleur des contributions directes à Louga (Sénégal)	13 voix
Ostertag Charles, ingénieur à Bamako	12 voix
Thiam El Hadj Ousmane, bijoutier à Dakar	12 voix

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Inspecteur-auxiliaire de la police du Togo

Un concours pour l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police sera ouvert les 6 et 7 Juin 1944 à Lomé.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinq.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

1° — être originaire du territoire du Togo, ou sujet français.

2° — être âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus et avoir une taille de 1^m,70 au minimum.

Pour les candidats justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services, sans qu'elle puisse toutefois dépasser 35 ans.

3° — être au moins titulaire du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Les candidats titulaires du certificat de fin d'études primaires supérieures qui auront obtenu la moyenne exigée pour l'admission au concours bénéficieront d'une majoration de trente points.

Les candidats doivent fournir en même temps que leur demande :

1° — une copie de leur acte de naissance ou un certificat administratif en tenant lieu;

2° — un certificat de bonne vie et mœurs de moins de trois mois de date;

3° — une copie certifiée conforme de leurs diplômes;

4° — un certificat médical de moins de trois mois de date constatant leur aptitude à l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police. (Le certificat doit porter la mention de la taille des candidats);

5° — une pièce indiquant leur position militaire;

6° — un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date.

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à Mr. le commissaire de la République à Lomé avant le 20 mai 1944.

Avis aux exportateurs

A compter de la parution du présent avis, et en attendant la fixation de contingents définitifs par le Commissariat aux colonies, la production des fibres de sisal de

l'A. O. F., doit être réservée à l'office français d'approvisionnement à l'exception :

a) d'un contingent de 204 tonnes destiné au Maroc (service d'approvisionnement des bateaux de la marine marchande);

b) d'un contingent de 15% des quantités produites laissé à la disposition des utilisateurs d'A. O. F.

En conséquence : tout producteur est tenu de réserver 85% de sa production en fibres, soit pour l'office d'approvisionnement, soit pour le Maroc jusqu'à concurrence de 264 tonnes pour cette dernière destination.

L'exportation des fils, ficelles et cordages en sisal fabriqués en A. O. F. ne sera provisoirement autorisée que jusqu'à concurrence d'un tonnage maximum de 300 tonnes.

Les autorisations d'exportation ne seront toutefois délivrées qu'autant que les intéressés prouveront l'existence du tonnage prêt à l'embarquement.

NÉCROLOGIE

Le Commissaire de la République au Togo p. i. a le regret de faire part du décès de M. AGOMESSOU Lucien, Moniteur de 1^{ère} classe de l'Enseignement, survenu à Palimé dans la nuit du 10 au 11 mars 1944.

Société anonyme

Etablissements EYCHENNE

au Capital de francs 3.500.000 — R. C. Lomé n° 115,

Siège Social : Lomé.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir se réunir le samedi 6 mai à 16 heures dans les Bureaux de la Société à l'effet d'y tenir l'Assemblée Générale ordinaire annuelle prévue par l'article 23 des statuts.

ORDRE DU JOUR : 1° — Rapport sur l'exercice 1943

2° — Approbation du bilan

3° — Quitus aux Administrateurs